

Korea Analysis

En direct de Corée

5 Février 2015

Avant-propos

DOSSIER : ASPECTS DE LA SOCIÉTÉ SUD-CORÉENNE

1. Interview du Professeur Kim Kyong-Dong : « La société coréenne ne s'est pas encore adaptée aux conséquences du développement économique » 3
2. La fièvre de l'éducation (Jean-Raphaël Chaponnière) 7
3. Le discours multiculturel en Corée du Sud (Lee Hye-Kyung) 12
4. La mutation des ONG en Corée du Sud (Jeong Hyoung-Wook) 17
5. Une crise des médias sud-coréens ? (Pierre Joo) 21

DÉCALAGE

6. L'intérêt de la Corée du Sud pour le rapprochement Russie-Corée du Nord (Antoine Bondaz) 25
7. Le secteur privé et l'aubaine de la réunification (Léonie Allard) 30
8. L'avenir du nucléaire civil sud-coréen : entre indépendance énergétique et crainte d'un incident (Steven Eisen et Antoine Bondaz) 33
9. La Corée du Sud entre en guerre contre le tabagisme (Antoine Bondaz) 38
10. Le cinéma historique sud-coréen entre nationalisme et démocratie (Pascal Dayez-Burgeon) 42



AVANT- PROPOS

« *La Corée, c'est la France moins la solidarité nationale.* » Cette définition lapidaire illustre le contraste entre les performances économiques et les carences sociales de la Corée.

Sortie en 1953 exsangue de la guerre, la Corée s'est engagée dans une trajectoire de rattrapage des pays avancés. En 1978, à la tribune de l'Assemblée Nationale, un secrétaire d'État au Commerce extérieur agitait une petite culotte fabriquée en Corée pour fustiger la concurrence déloyale exercée par les bas salaires coréen sur l'industrie textile française. La production manufacturière coréenne - mesurée par la valeur ajoutée - était alors le dixième de la production française. Aujourd'hui, elle est au 5^{ème} rang mondial derrière l'Allemagne et devant la France, et la Corée est l'un des pays où la densité de robots est la plus importante. La Corée et la France investissent autant d'Euros dans la R&D, un effort qui mobilise 2 % du PIB français et 4 % du PIB coréen. Alors qu'en 1995 les Coréens déposaient moins de brevets que les Français

auprès de l'office américain des brevets, vingt ans plus tard ils en déposent deux fois plus. Enfin, évalué en termes de parité de pouvoir d'achat, le revenu coréen est proche du revenu français.

Consacrant trois fois moins de sa richesse que la France aux dépenses sociales, la Corée affiche les plus mauvais indicateurs sociaux parmi les pays de l'OCDE. Une situation d'autant plus préoccupante que les inégalités se sont creusées : la part du top 1 % dans la richesse nationale est plus élevée qu'en France. Parmi les ménages coréens les plus fortunés figurent les familles des fondateurs des chaebols : l'actualité récente a mis en lumière le despotisme d'une jeune héritière qui a contraint un avion de ligne à revenir au terminal au prétexte qu'un steward lui aurait manqué de respect en lui servant des noix d'apéritif !

Ce cinquième numéro de *Korea Analysis* est consacré à la société coréenne.

Il débute par une interview de Kim Kyong-dong. Professeur émérite de l'Université Nationale de Séoul, il explore l'écart entre les performances économiques et les réalités sociales à travers l'enseignement, les questions soulevées par le vieillissement rapide de la population et l'immigration. Des thèmes repris par les autres articles de ce dossier. Jean-Raphaël Chaponnière, s'intéresse à la fièvre de l'éducation qui a saisi les familles coréennes depuis la Libération. Si elle explique les bonnes performances des écoliers, cette fièvre est aussi à l'origine d'une crise de l'éducation.

Longtemps une terre d'émigration, la Corée attire des migrants. Lee Hye-Kyung, Professeur au Département des Affaires Publiques, Université de Pai Chai à Daejeon, dresse l'historique du débat sur le multiculturalisme en Corée et retrace les tâtonnements de la politique d'intégration et les réactions d'une société mal préparée à cette transformation. La vivacité de la société civile coréenne est à l'origine de l'émergence des ONG : après un bref rappel de leur histoire le professeur Jeong Hyoung-Wook de l'Université d'Ajou montre que du fait de leurs divisions politiques, elles n'ont plus la capacité à orienter les débats et cela a ouvert la voie à des actions citoyennes qui s'appuient sur les réseaux sociaux. Comme le montre, Pierre Joo, directeur du bureau coréen d'Attali & Associés Pierre Joo, les Coréens ont joué un rôle précurseur dans les nouveaux médias en inaugurant le journalisme participatif en réaction à l'emprise des médias traditionnels dominés par les chaebols. Si internet permet à chacun de créer son média, la domination du paysage numérique par Naver constitue un obstacle à la diversité et les nouveaux médias n'ont pas trouvé de modèle économique assurant leur pérennité.

En décalage avec le dossier consacré à la société, l'article d'Antoine Bondaz d'Asia Centre, analyse les réactions coréennes au rapprochement entre la Russie et la Corée du

Nord. Steven Eisen et Antoine Bondaz font été de l'évolution de l'opinion publique vis-à-vis du nucléaire qui amène le gouvernement à arbitrer entre sa volonté d'accroître son indépendance énergétique et la nécessité de rassurer l'opinion. Pariant sur la réunification entre les deux Corée, des fonds d'investissements ont été créés et Léonie Allard d'Asia Centre, replace ces initiatives dans le contexte de la politique coréenne. Antoine Bondaz, retrace la guerre contre le tabagisme menée par le gouvernement coréen. Enfin Pascal Dayez-Burgeon, chargé de mission au CNRS, montre qu'à côté d'un cinéma coréen d'auteur très apprécié par le public français, existe un cinéma historique qui draine des millions de spectateurs dans les salles coréennes mais inconnu hors de la Corée.

**YOO JUNGHWAN ET
JEAN-RAPHAËL CHAPONNIÈRE**

DOSSIER : ASPECTS DE LA SOCIÉTÉ SUD-CORÉENNE

1. Interview du Professeur Kim Kyong-Dong : « La société coréenne ne s'est pas encore adaptée aux conséquences du développement économique »

LÉONIE ALLARD

Kim Kyong-dong est professeur émérite de l'Université Nationale de Séoul et professeur invité à l'Institut supérieur coréen des sciences et technologies (KAIST). Il a été directeur de l'Institut des sciences sociales et du Fond de développement de l'Université Nationale de Séoul, et il est actuellement président du Forum coréen pour le bénévolat.

Alors qu'elle était l'un des pays les plus pauvres d'Asie en 1950, la Corée du Sud se classe aujourd'hui à la 12^{ème} place en termes de revenu par habitant mesuré en parité de pouvoir d'achat. Elle cherche à exporter le « miracle économique de la rivière Han » à travers son aide publique au développement¹. Les difficultés que le pays rencontre pour s'adapter aux évolutions démographiques et sociales révèlent un malaise au sein de la société, et la politique sociale mise en œuvre n'a

¹ Voir dossier sur l'APD coréenne coordonné par Antoine Bondaz, « Le modèle d'aide au développement proposé par la Corée du Sud est-il singulier ? », 24 novembre 2014, Asia Centre

pas résolu de nombreux problèmes structurels.

Dans une société patriarcale où le respect des aînés est une valeur de base, quelle est la place de la jeunesse ? Celle-ci s'est mobilisée ces deux dernières années, notamment après le naufrage du Sewol². Assiste-t-on à un renouveau de l'engagement politique chez les jeunes ?

Le processus d'industrialisation s'est accompagné de l'émergence d'une jeunesse étudiante engagée dans des mouvements pour la démocratisation. Depuis la transition démocratique de 1987, la contestation du régime n'a plus été mobilisatrice et les mouvements militants se sont développés à travers les ONG et les organismes de volontariat qui sont devenues de véritables forces politiques issues de la société civile³. Dans les années 1990, l'avènement des technologies de l'information et de la communication et leur utilisation dans la campagne présidentielle de 2002 qui a conduit à la victoire de Roh Mu-hyun, ont suscité une participation plus active des jeunes à la vie politique.

Cependant, l'engagement des jeunes a ralenti avec les crises financières et économiques de 1997 et 2008 car leur principale préoccupation est la sécurité de l'emploi. Les modifications du marché du travail caractérisées par d'avantage de flexibilité, ont accru le chômage des jeunes et cela est à l'origine d'une montée du pessimisme qui a été exacerbé par le drame du Sewol.

En 2013, 71% des jeunes étaient inscrits à l'université contre 56% dans les autres

² EUN Jaeho, « Une gouvernance moderne en crise : l'expérience coréenne au croisement de la démocratie représentative et de la démocratie délibérative », *Korea Analysis*, No.4, novembre 2014

³ Voir article dans ce numéro : JEONG Hyoung-Wook, « La mutation des ONG en Corée du Sud », *Korea Analysis*, No.5, février 2015

pays de l'OCDE. Quel est l'impact du consensus social pour une poursuite à tout prix d'études supérieures - la soit disant fièvre de l'éducation (kyokuk yeol) - sur les ménages ?

La société sud-coréenne accorde une importance exceptionnelle à l'éducation considérée comme un marqueur incontournable de la réussite sociale. Accéder à une meilleure éducation exige un énorme investissement en temps et en ressources. Dans les villes, les dépenses des ménages pour l'éducation ont été multipliées par 17 en vingt ans, leur part passant de 6% à 11,5 % de leurs dépenses totales en 2013, contre 1,5% en France selon l'INSEE.

Le recours à des « boîtes à bac » - hagwon - débute parfois au niveau de la maternelle et s'accroît dans l'enseignement primaire et du secondaire : plus les jeunes coréens avancent dans leur scolarité et plus ils les fréquentent⁴. En 2012, les ménages ont dépensé 17,8 milliards de dollars pour que leurs enfants suivent des cours dans ces instituts privés, soit l'équivalent de 42% du budget national pour l'éducation, et les cours de soutien privés s'ajoutent à ces dépenses.

L'égalité des chances est compromise par cette trop grande dépendance aux instituts privés et à l'importance des études à l'étranger, et les jeunes sont confrontés au manque d'alternative. Quels sont les obstacles structurels au développement de l'éducation en termes de qualité des formations ?

La fièvre de l'éducation a engendré une compétition extrême entre les jeunes, qui a eu un impact direct sur leur vie quotidienne et leur santé mentale. Elle les incite à commettre des

⁴ Voir article dans ce numéro : CHAPONNIERE Jean-Raphaël, « La fièvre de l'éducation », *Korea Analysis*, No.5, février 2015

actes violents dans les écoles et cela a comme conséquence des difficultés d'adaptation, des dépressions et un taux de suicide élevé. La concurrence entre les étudiants décroît beaucoup une fois que ceux-ci sont à l'université et les résultats baissent également. Si la Corée du Sud est à la seconde place mondiale dans le classement PISA, aucune université coréenne ne se classe parmi les 100 premières mondiales (selon le classement de l'Université Jiao Tong de Shanghai).

La pratique d'uniformisation des enseignements qui a eu comme conséquence la standardisation des écoles tend à supprimer tout développement différent de la norme. Non seulement il y a une absence de diversité dans les programmes des lycées, mais l'uniformité qui tend s'installer entre les universités nuit à la qualité de l'enseignement.

Etabli par le ministère de l'éducation, l'examen (CAHST) qui décide de l'admission à l'université, est à l'origine d'autres problèmes. Entre 1955 et 2015, cet examen a été modifié quatorze fois, soit une fois tous les quatre ans. Le gouvernement décidant de façon presque exclusive des règles du jeu, les universités ont peu de contrôle sur le recrutement et la sélection des étudiants.

En plus des barrières sociales à l'enseignement, la Corée du Sud est connue pour avoir le système le moins redistributif parmi les pays de l'OCDE. Où se situe-t-elle en termes de mobilité sociale ? La promesse électorale de la Présidente Park visant à ce que la classe moyenne constitue 70% de la population est-elle crédible ?

La concurrence accrue dans l'éducation fait que l'origine socio-économique des individus détermine en grande partie leurs chances de mobilité sociale. En 2005, les cadres supérieurs, l'élite de la société, représente 9% de la population et la classe moyenne 45%. L'industrialisation et l'urbanisation ont fait de la Corée du Sud une société de classe moyenne. Cependant, après la crise financière de 1997, la classe moyenne a de nouveau diminué du fait des restrictions que le programme du FMI a imposé aux entreprises et aux institutions financières.

« Il y a un certain pessimisme quant à la mobilité sociale intergénérationnelle ou intra-générationnelle, due à un processus de cristallisation de la société. »

Il y a un certain pessimisme aujourd'hui quand à la mobilité sociale intergénérationnelle ou intra-générationnelle. Certes, les opportunités créées par la société d'information offre plus de possibilités de changement mais il est sûr qu'un processus de cristallisation est en cours.

L'industrialisation et l'urbanisation ont fragilisé les structures familiales traditionnelles, tandis que les évolutions sociales et démographiques ont diversifié les modes de vie. Quelles sont les tendances dominantes des transformations de structures familiales ?

Avec le développement économique de la Corée du Sud, on est passé de familles comprenant trois générations à des familles nucléaires centrées le couple. On assiste également à un processus de réduction constante et rapide de la taille des foyers. D'une moyenne de 5,5 personnes en 1955, ceux-ci sont passés à 3,3 personnes en 1995 et 2,7 personnes en 2010. Aujourd'hui, un quart des ménages ne comporte qu'une seule personne, soit autant que le nombre de ménages comportant deux personnes. Cela s'explique en partie par le fait que le nombre

de mariages diminue alors que depuis peu on assiste en parallèle à une hausse rapide du nombre de divorces. Ces changements de structure familiale sont accompagnés d'un mouvement d'individualisation dans la société.

La Corée du Sud est le pays de l'OCDE qui connaît le vieillissement le plus rapide, sa population qui est l'une des plus jeunes (au 4e rang en 2012) sera l'une des plus vieilles (au troisième rang) en 2050. Comment expliquer l'effondrement de la fécondité ?

La population coréenne a augmenté rapidement dans les années 1960-1970, une période d'industrialisation et de croissance rapide. Afin de faire face à la croissance élevée, l'État a mis en place dès début des années 1960 un programme de planification familiale pour limiter les naissances. Depuis, le taux de fécondité a diminué régulièrement de 2.83 en 1980 à 1.18 en 2013.

Si les raisons au déclin de la fécondité sont nombreuses - la baisse du nombre de mariages et l'évolution des structures familiales - les facteurs financiers y contribuent également. Le coût de l'éducation d'un enfant est en effet très élevé. De plus, alors que les femmes sont plus nombreuses à travailler, la société ne s'est pas adaptée à cette évolution. Le système de garde d'enfants est peu développé et les entreprises hésitent à embaucher des femmes qui ont eu un enfant. Une des conséquences est la multiplication des foyers DINK - Double Income No Child, ou THINKER - Two Healthy Incomes, No Kids, Early Retirement,

La pauvreté se concentre dans le troisième âge qui connaît le taux de suicide le plus élevé. Le système de retraite est-il suffisant pour protéger ces personnes de la pauvreté ?

En 2015, la proportion des plus de 65 ans ayant dépassé le seuil de 14 %, la Corée a

rejoint les rangs des pays qui vieillissent selon la définition de l'OCDE. Ce vieillissement s'est fait à un rythme sans précédent : 115 ans (1864-1979) se sont écoulés en France pour que la proportion des plus de 65 ans atteigne le seuil de 14 %, 75 ans aux États Unis, 45 ans en Allemagne, 26 ans au Japon et 19 ans en Corée qui va subir un choc démographique : ce pourcentage sera de 23 % en 2030.

Le déclin de population active et la baisse de la fécondité ont ramené le ratio actifs/retraité, de 12/1 à 6/1 en une génération et, dans 25 ans ce ratio atteindra 2/1. La Corée du Sud n'est pas prête à ce bouleversement : son système de pension est mal financé et il n'est avantageux que pour les fonctionnaires⁵. La restructuration des systèmes de retraite est à l'ordre du jour du gouvernement Park.

Le rôle des femmes a considérablement évolué en même temps que les structures familiales. Cependant, la Corée du Sud se classe au dernier rang parmi les pays de l'OCDE et au 85e pour l'indice relatif au développement du genre. Quels défis représente l'égalité des sexes pour la société, les entreprises et les institutions ?

Traditionnellement patriarcale, la société coréenne est caractérisée par une forte séparation des rôles entre les hommes et les femmes. L'égalité des sexes est devenue une question importante dans les années 1970 en même temps que la démocratisation. Au niveau institutionnel, des décisions politiques et dispositions législatives ont été prises pour accroître l'égalité des sexes. En modifiant les relations hommes- femmes, les nouvelles structures familiales affaiblissent la répartition des rôles qui suscitait *de facto* une ségrégation. La préférence pour les garçons disparaît, et selon un sondage récent, une femme mariée

⁵ CHO Hong-sik, « La crise de la réforme du système de retraite de base : le retournement de Park Geun-hye », *Korea Analysis*, No.1, janvier 2014

sur dix préfère avoir un garçon, au lieu de quatre sur dix en 1991.

Si la participation des femmes au travail augmente, leurs conditions de travail ne s'améliorent pas. Elles restent cantonnées aux métiers de service et leur salaire est de 60 à 70% inférieur à celui des hommes. Elles forment une faible proportion des cadres et leur représentation dans les assemblées locales et nationale est en moyenne de 15%. Dans les emplois où le recrutement se fait par examen, la proportion de femmes augmente rapidement: elles représentent ainsi la moitié des diplomates et sont proportionnellement nombreuses dans la justice.

Selon le Service d'immigration, la Corée du Sud accueille un nombre croissant de migrants qui cherchent s'installer définitivement. La Corée s'est-elle préparée à les intégrer ?

Au cours des dernières décennies, faute de candidats coréens, les offres d'emplois « 3 D » (dirty, dangerous and demanding) ont été pourvus par des travailleurs en provenance d'Asie du Sud-Est, d'Asie Centrale, d'Amérique Latine et d'Afrique et on recense aujourd'hui plus d'un million d'immigrants. Ce mouvement continuera du fait des problèmes démographiques et de la structure du marché du travail. Alors que les offres d'emplois publiées par les grandes entreprises (*daekieop*) attirent de très nombreux candidats, celles des plus petites attirent moins et elles embauchent des travailleurs immigrés pour des emplois flexibles et précaires.

Cependant, le nationalisme coréen ne facilite pas l'intégration de ces populations, ce d'autant plus que la Corée n'a jamais connu le multiculturalisme. Des programmes de formation à l'intégration existent mais aucun n'est conçu pour préparer les coréens à accueillir les migrants.



2. La fièvre de l'éducation

JEAN-RAPHAEL CHAPONNIÈRE

En deux générations, la scolarisation a progressé de façon spectaculaire en Corée qui est le premier pays au monde à avoir généralisé l'enseignement secondaire. Elle investit 8 points de PIB dans l'éducation, et la moitié de cet investissement est le fait des familles qui y consacrent près de 10 % de leurs dépenses courantes. Le rôle de « l'école de l'ombre » aggrave les inégalités.

Premier de classe

Depuis 20 ans, élèves coréens et singapouriens rivalisent pour occuper la première place des classements TIMSS (Trends in International Mathematics and Science Study), depuis 2009, la Corée est classée parmi les cinq premiers aux tests PISA de l'OCDE qui mesurent la maîtrise de la lecture, du calcul et des sciences⁶ et, enfin la Corée est première au « Global Index of Cognitive Skills and

⁶ Entre 2006 et 2009 les Coréens ont progressé de la 4^{ème} place à la 1^{ère} en mathématiques, de la 11^{ème} à la 3^{ème} en sciences et ils ont maintenu leur première place pour la lecture. Depuis ils ont rétrogradé à la 5^{ème} place en mathématiques, 4^{ème} en sciences et en lecture (PISA 2012) derrière les élèves de Shanghai, Singapour et Taiwan

Educational Attainment » établi en 2014 par Economist Intelligence Unit, devant le Japon et la France (23^{ème}).

Révélee par ces tests, l'exception coréenne a une longue histoire. Sans remonter à 1398, date d'établissement revendiquée par l'université de Sunkyunkwan ou à la première apparition d'instituts de lettrés confucéens, la base de données internationales Barro-Lee sur la scolarisation révèle qu'en 1950, les Coréens âgés de 14 à 19 ans avaient effectué près de cinq années de scolarité, soit davantage que les jeunes du même âge en Asie hors Japon. Une avancée due à la fièvre éducative qui a saisi la société coréenne dès l'indépendance: alors qu'un enfant sur deux était scolarisé en 1945, c'était le cas de huit sur dix en 1949 alors que la Corée figurait parmi les pays les plus pauvres et que les parents finançaient près de 70 % des frais de scolarité. Cette demande d'éducation n'a pas cessé pendant la guerre (1950-1953) et, après l'armistice, devenu la priorité du gouvernement, l'enseignement primaire s'est généralisé et l'écart entre garçons et filles s'est résorbé: une évolution qui, selon les démographes, a contribué à diminuer la natalité. Si le gouvernement a atteint ses objectifs quantitatifs, la qualité n'a pas suivi comme en témoigne le faible taux d'encadrement. Les effectifs des classes primaires ont longtemps été pléthoriques : 63 élèves par enseignant en moyenne en 1964, 53 dix ans plus tard et, avec 21 élèves par enseignant en 2010, la Corée se classe parmi les derniers de l'OCDE.

La scolarisation dans le secondaire s'est généralisée, de 46 % de la classe d'âge en 1970 à 82 % en 1980. Ce mouvement a été accéléré par l'abolition des examens d'entrée aux collèges et lycées et l'adoption d'une politique d' « égalisation » répartissant de façon aléatoire les élèves dans les écoles: on avait alors évoqué « la nationalisation virtuelle » des écoles qui avaient perdu la maîtrise de

leurs recrutements. En 1999, la Corée a été le premier pays de l'OCDE à généraliser l'éducation secondaire et huit garçons sur dix - un peu moins pour les filles - continuent leurs études à l'université, soit la proportion la plus élevée au monde.

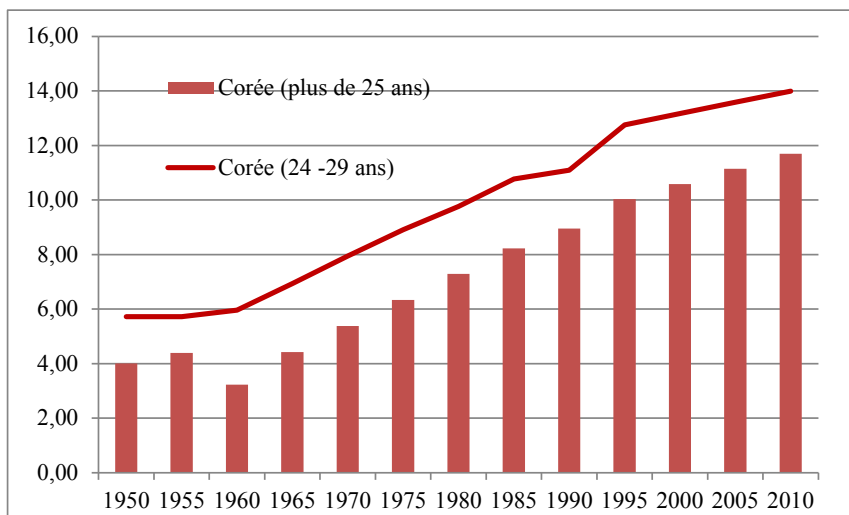
« *En Corée, après l'école, c'est encore l'école* » : les élèves étudient 2,5 heures de plus chaque jour que les Européens. Soumis à un stress considérable dans une société où le succès et l'échec rejaillissent sur leurs familles, ces jeunes sont proportionnellement nombreux à se suicider. Il serait toutefois réducteur d'attribuer leurs performances aux longues heures d'études et au stress en oubliant de mentionner les avancées du système éducatif. Sa qualité ne peut pas être supérieure à la qualité des enseignants et sur ce point, la Corée fait également figure d'exception. Tradition confucéenne oblige, les enseignants sont respectés - "On ne devrait jamais marcher sur l'ombre d'un professeur" - et cette considération sociale se double d'une rémunération attractive. Mesuré en parité de pouvoir d'achat, le salaire d'un instituteur est supérieur de 62% à ce qu'il est dans l'OCDE alors que le revenu moyen est inférieur de 25 %. Il faut aussi tenir compte des avancées pédagogiques reconnues - notamment pour l'enseignement des mathématiques - et le suivi de l'ensemble des élèves par l'administration.

En 1945 il n'y avait qu'une université nationale, sept autres ont été créées dans les années 1960 : la manifestation de 30 000 étudiants accompagnés de leurs professeurs contre la fraude électorale et les brutalités du régime qui a précipité le départ du Président Rhee Syngman, a illustré le gonflement des effectifs

universitaires. Dans les années 1960, alors que Park Chung-hee donnait la priorité aux « vocational schools », le nombre d'étudiants a augmenté à un rythme jugé trop rapide par le gouvernement qui redoutait le chômage des diplômés : le Ministre de l'éducation a été limogé. L'introduction d'un examen unique d'entrée à l'université, le College Scholastic Ability Test (CSAT), l'accroissement du nombre des admissions et le gonflement du nombre de jeunes ont eu comme conséquence une multiplication par six de la population étudiante - de 430 000 à 2,3 millions - entre 1980 et 1995, date de la réforme qui a autorisé la création de nouvelles universités privées. Alors que depuis 1995, les jeunes de 19 ans sont moins nombreux, la multiplication des universités privées - dont des établissements offrant des cycles courts qui sont en perte de vitesse - explique la croissance des effectifs qui atteignaient 3,3 millions en 2010.

Selon les résultats du nouveau programme international pour l'évaluation des compétences des adultes, la Corée se situe un peu au-dessus de la moyenne des 24 pays ayant fait l'objet d'une enquête de l'OCDE. Il est probable qu'elle progressera rapidement. En effet, si avec 11,7 années d'études les Coréens de plus de 25 ans, se classent au sixième rang de l'OCDE en 2010, avec 13,9 années de scolarité, les 25-29 ans sont ceux qui ont fait le plus d'études. Cela explique l'engouement suscité par la notion d'« économie de la connaissance » en Corée où le Ministère de l'Industrie a d'ailleurs été rebaptisé Ministère de l'économie de la connaissance.

Nombre d'années de scolarité des 24-29 ans et des plus de 25 ans en Corée



Sources : base de données Barro-Lee
www.barrolee.com

La place du secteur public et privé dans les dépenses d'éducation

2010 en % du PIB	Corée			France		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Primaire secondaire	3,6%	1%	4,6%	3,8%	0,2%	4%
Supérieur	0,6%	2,6%	3,2%	1,2%	0,2%	1,4%
Total	4,2%	3,6%	7,8%	5%	0,4%	5,4%

Source : données OCDE

L'État et le marché

Consacrant 8 % du PIB à l'éducation en 2010, la Corée est à la seconde place de l'OCDE après l'Islande, et elle est le pays où cet effort a le plus augmenté depuis 2000 (de 6 à 8 % du PIB). Si cet effort est remarquable, sa répartition entre l'État et le secteur privé est également surprenante.

En effet, alors que l'État assure plus de la moitié des dépenses totales d'éducation, son apport, plus élevé pour les cycles primaire et secondaire, est très faible pour l'enseignement supérieur. L'État coréen joue un rôle moins important qu'au Japon ou aux États-Unis : cette répartition est éloignée du régime français et de ceux de l'Islande et de la Finlande, où les élèves affichent parfois d'aussi bons résultats que les Coréens. Les performances des universités coréennes sont loin d'égaliser celles des écoles. Le nombre d'étudiants a augmenté plus vite que celui des professeurs et les universités s'appuient de plus en plus sur des enseignants à temps partiels. Dix universités coréennes apparaissent au palmarès réalisé par l'Université Jiao Tong de Shanghai et une seule, SNU, parmi les 150 premières. Parmi les critères de ce classement il y a les activités de recherche qui sont le point faible des universités coréennes: car si la Corée consacre 4,2 % de son PIB à la

R&D celle-ci est réalisée par les entreprises et les instituts, et assez peu dans les universités d'État (qui jouent un rôle primordial dans la recherche fondamentale) tandis que les universités privées sont souvent dépourvues d'écoles doctorales.

De la méritocratie à la reproduction

L'école est gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans et, au-delà, les frais d'écolage sont assez modestes. Contrairement à ce qui est mesuré dans de nombreux pays, notamment en France, les classements Pisa révèlent un faible écart entre les écoles, une situation qu'expliquent les mesures « d'égalisation » (supra). De nombreuses recherches montrent que le contexte socio-économique influence sur les résultats⁷ : cette situation n'a rien de bien original si ce n'est qu'en Corée elle s'explique par la place de « l'école de l'ombre ». Trois élèves coréens sur quatre fréquentent un (ou plusieurs) des 100 000 *hagwon*⁸ certifiés

⁷ L'influence du milieu socio-économique des élèves sur les notes obtenues aux tests PISA qui peut être très importante dans plusieurs pays de l'OCDE - Nouvelle-Zélande, République tchèque et le Royaume-Uni - est relativement faible dans les pays scandinaves et en Corée OCDE 2010 Réformes économiques Objectif croissance Chapitre 5.

⁸ Dont 6000 dans le district de Kangnam ce qui contribuerait au prix élevé de l'immobilier dans ce quartier de Séoul - une situation analogue à celle du quartier autour du lycée Henri IV à Paris.

par l'administration. Ces hagwon emploient plus d'enseignants que l'école publique et ils leurs offrent de meilleurs salaires. Leur fréquentation s'accroît au fur et à mesure que les jeunes se rapprochent de l'échéance redoutable du CAHST, le moment où ils peuvent faire ou défaire leur avenir. Car dans le contexte coréen, plus que dans d'autres pays, le diplôme universitaire est le sésame de la réussite sociale. Pour ce qui est de l'inscription dans une bonne université, la concurrence est tellement grande que des jeunes choisissent parfois de redoubler pour améliorer leurs chances - une situation proche de celle qui prévalait naguère dans les « prépas » aux Grandes Ecoles scientifiques. Les tentatives faites pour réguler les *hagwons* se sont révélés inefficaces : interdites dans les années 1980, ils ont continué dans la clandestinité jusqu'à ce que la Cour Suprême lève l'interdiction ; plus récemment le gouvernement leur a imposé de fermer à 22 heures, une décision contournée par la diffusion de leçons en ligne.

Le recours à l'école de l'ombre a fortement progressé depuis 2000 : leur activité passant de 1,2 à 1,8 % du PIB (2010) selon le Ministère de l'éducation. Aussi, bien que l'école publique soit gratuite, les dépenses d'éducation supportées par les ménages sont élevées. Selon Kostat, elles étaient de 239 000 won par mois et par écolier (170 euros) en 2013, soit une ponction de 9 % des dépenses courantes d'un ménage et de 270 euros pour les élèves des établissements privés. Cette moyenne masque des écarts considérables, les ménages disposant de revenus mensuels supérieurs à 5000 euros dépensent 300 euros c'est-à-dire soit six fois plus que les ménages les plus modestes (aux revenus inférieurs à 700 euros).

« Consacrant 8 % du PIB à l'éducation en 2010, la Corée est à la seconde place des pays de l'OCDE, derrière l'Islande. »

Dans une Corée où les inégalités se sont creusées depuis la crise de 1997⁹, les enfants de milieux modestes disposent ainsi de moins de moyens que les plus aisés pour se préparer aux concours d'entrée à l'université tandis que les frais de scolarité élevés dans ces établissements, représentent un obstacle supplémentaire.

Un tiers des étudiants fréquente les universités publiques partiellement financées par l'État et les collectivités locales. Les frais annuels de scolarité varient entre 4000 Euros (Lettres) et 8000 Euros (Médecine) Euros et entre 5000 à 12 000 Euros dans les universités privées alors que le revenu annuel moyen d'un ménage est 35000 euros (source : Kostat, 2014). Un étudiant sur vingt bénéficie d'une bourse, un

sur cinq s'endette et les autres sont aidés par leurs parents. Dans le régime fiscal coréen, les dépenses de scolarité sont déductibles de l'impôt, aussi les ménages les plus fortunés bénéficient le plus de cet avantage - qui, faute d'être mesuré, n'est pas inclus dans l'évaluation de l'apport public à l'enseignement - alors qu'ils ont les moyens de financer les études de leurs enfants. Cette subvention *de facto* accordée aux ménages les plus aisés est un facteur supplémentaire d'inégalité : la moitié environ des undergraduates de Seoul National University sont originaires des quartiers riches de Séoul.

Les défis

L'expérience coréenne démontre l'importance

⁹ En s'appuyant sur les statistiques de la fiscalité, Kim Nak-nyeon et Kim Jonggil montrent que la part du « top » 1% dans le revenu national est de 12 % en 2010, une concentration plus élevée qu'au Japon - 9 % - et égale à celle constatée en Allemagne.

du capital humain tant pour le développement de l'économie que pour la démocratisation de la société. La Corée est néanmoins confrontée à plusieurs défis. Les entreprises critiquent le manque d'adéquation des étudiants aux qualifications qu'elles recherchent. Outre ces critiques qui ne diffèrent pas de celles adressées à l'enseignement dans d'autres pays, la Corée est confrontée à une crise de « sur éducation. Avec la diminution des créations d'emploi, les diplômés des cycles longs ayant plus de difficultés que ceux des cycles courts (*colleges*) à se faire embaucher, répondent à des offres auxquelles peuvent prétendre les diplômés des *colleges* qui se rabattent sur des emplois n'exigeant pas de diplôme universitaire. Quant aux petites entreprises, elles cherchent à attirer des travailleurs immigrés. En 2015 le salaire d'embauche par les *chaebols* est de 2400 euros et celui des entreprises de moins de 300 salariés est de 1800 euros, la moitié des diplômés des *colleges* n'ont pas trouvé de travail. Cette situation n'est pas de nature à calmer la fièvre que connaît le secteur de l'éducation.

Le système universitaire coréen est confronté au défi de la globalisation : les jeunes Coréens sont nombreux à étudier à l'étranger alors que les étudiants étrangers sont moins attirés par la Corée : l'excédent dégagé dans les échanges d'éducation avec la Chine ne compense pas le déficit avec l'OCDE. Enfin, l'université affronte un choc démographique car d'ici 2030, la part des 15 -19 ans diminuera d'un tiers (de 3,2 à 2,4 millions). Cela obligera à une concentration et des réformes susceptibles d'améliorer la qualité de l'enseignement.



3. Le discours multiculturel en Corée du Sud

LEE HYE-KYUNG

Le terme « multiculturel » (*damunhwa*) est apparu en 2006 dans le vocabulaire de la société sud-coréenne mono-culturaliste (*danilmunhwa*) et depuis l'intérêt pour cette question n'a cessé de s'accroître. A la fin des années 1980, la Corée du Sud a connu un afflux de travailleurs migrants « invités temporairement » qui n'ont pas cherché à s'installer, aussi ces arrivées n'ont pas déclenché de débat sur l'intégration. Bien que les mariages entre coréens et étrangers se soient multipliés à partir des années 1990s, ils ont été considérés comme relevant de la sphère privée et n'ont pas suscité d'intérêt au niveau politique. C'est à partir de 2006 que le gouvernement énonce des politiques de soutien aux immigrants qui ont épousé des Coréens ou des Coréennes, et à cette occasion les ménages issus de ces mariages sont appelés des « familles multiculturelles » (*damunhwa gajok*).. Cependant, si le processus top-down, du gouvernement à la société, a introduit un débat sur le multiculturalisme, la réponse de la société qui traduit une certaine lassitude s'est accompagnée de réactions « anti-multiculturalistes ».

Transition de pays émetteur à pays récepteur

En quarante ans, la Corée a évolué d'un statut de pays émetteur à celui de récepteur de migrants. Depuis la fin du Royaume de Choseon et pendant la période coloniale, les Coréens ont émigré vers la Chine, en particulier la préfecture du Yangbian, la Russie et le Japon. Après la libération et au début des années 1960, s'est développée une émigration organisée de mineurs vers l'Allemagne et d'infirmières vers l'Allemagne et la Malaisie. Puis à partir des années 1970, de très nombreux Coréens sont partis comme militaires au Vietnam et travailleurs au Moyen Orient. En dehors de ces emplois temporaires, les Coréens ont également émigré aux États-Unis, au Canada et en Australie où ils ont obtenus des titres de séjour.

L'apparition de travailleurs immigrés date des années 1980. En 1987, aux lendemains de la normalisation des relations diplomatiques entre Séoul et Pékin, les Chinois d'origine coréenne ont été de plus en plus nombreux à venir visiter leurs familles en Corée où la pénurie de main d'œuvre leur a ouvert des opportunités d'emploi. À partir du milieu des années 1980, les changements du marché du travail au Moyen Orient et la ruée des travailleurs d'Asie du Sud-Est vers le Japon puis vers la Corée a fait affluer de nombreux philippins et bangladaïsi. En 1993, le gouvernement a créé un « système d'apprentissage industriel », qui devient en 2004 un « système de permis de travail » et en 2007, « système de séjour de travail ».

Au début des années 1990, on assiste à une évolution des mariages de Coréens avec des étrangers : alors que jusqu'alors ces unions se faisaient à l'étranger, elles ont été plus nombreuses à avoir lieu en Corée. Alors que ces mariages étaient le fait de jeunes Coréennes ayant émigrées aux États-Unis

ou au Japon, de nombreux étrangers se sont mariés en Corée parmi lesquels une majorité des femmes originaires de Chine ou d'Asie du Sud Est, attirées par un niveau de vie plus élevé que dans leur pays d'origine et qui considèrent le mariage comme un moyen d'émigrer. En même temps, les travailleurs étrangers déjà installés sont plus nombreux à épouser des Coréens ou des Coréennes. Dans les années 1990, les efforts entrepris par le gouvernement pour faciliter le mariage de jeunes agriculteurs a suscité l'installation de chinoises d'origine coréenne dans les campagnes suivie par des femmes originaires d'autres pays (notamment du Vietnam). Les mariages binationaux ont représenté 14% des mariages conclus en 2005 et depuis ce pourcentage a été ramené à 8%. Jusqu'à la seconde moitié de la décennie 1990, plus de 70% des mariages de Coréens avec des migrants concernaient des étrangères, depuis un nombre croissant de migrants épouse des coréennes. Au premier janvier 2014, on recensait 1,6 million étrangers domiciliés en Corée, soit 3,1% de la population dont, 300 000 (en plus de ceux qui ont été naturalisés) ont épousé des Coréens.

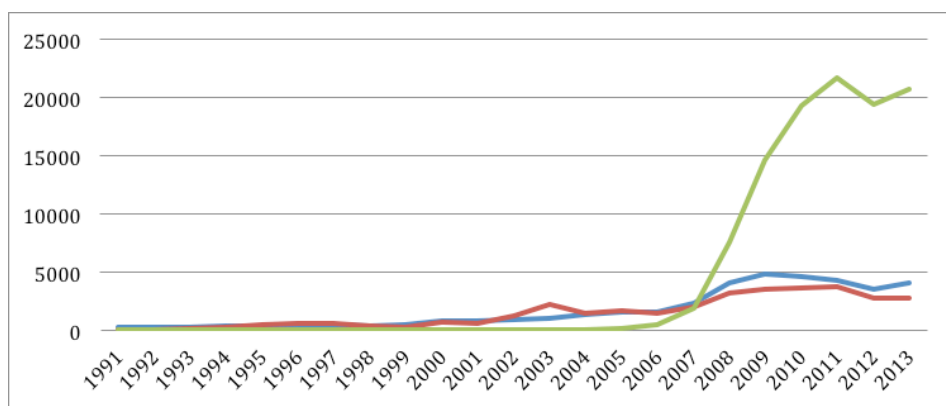
Emergence du débat sur le multiculturalisme

Soudaine et non préparée, l'immigration a créé de grandes difficultés pour les migrants. Bien que la démocratisation ait progressé depuis 1987, le gouvernement s'est peu intéressé aux droits des étrangers. A partir de 1993 avec l'introduction du « système d'apprentissage industriel », les droits de ces travailleurs ont gagné en importance. Par ailleurs, à la suite de la grève de travailleurs népalais de Janvier 1995, plusieurs ONG ont été créées pour venir en aide aux travailleurs étrangers.

Si les mouvements pour les droits des immigrants sont devenus très actifs, ils n'ont pas été associés à l'émergence des concepts de « multiculturalisme » ou

« d'intégrations sociale » qui, dans les milieux académiques, sont apparus dans les années 1980 en référence à l'Amérique du Nord. Il faut attendre 1990 pour qu'apparaisse le concept « d'éducation multiculturelle » dans le cadre d'études sur la pédagogie. A la fin des années 1990, l'accroissement des migrants conduit à l'adoption du concept de « société multiculturelle ». En particulier, au début des années 2000 à la suite de mouvements visant à faire évoluer le terme péjoratif de *honhyeolin* (sang mêlé) pour désigner les métis, apparaissent les termes de « famille multiculturelle » ou « famille multiculturelle de deuxième génération ». Le mot « multiculturalisme », qui renvoie à un mouvement populaire, est adopté officiellement par le gouvernement en Avril 2006, alors que sont présentées les « Mesures pour l'intégration sociale des immigrants mariés » et les « Directions des politiques pour les étrangers et leur promotion ». Cette vision du gouvernement d'une société orientée vers le multiculturalisme, a popularisé dans les médias et les institutions les mots « multiculturel » et « société multiculturelle ».

Le *Graphique 1* indique le nombre d'occurrence des mots « migration », « travailleurs étrangers » ou « multiculturel » dans les médias depuis les années 1990 sur la base de la page d'accueil de la Korea Press Foundation. Dans la première moitié des années 1990, le mot « migration » a été utilisé deux cent fois environ, et seulement dans des textes traitant de d'actualité internationale tels que les phénomènes d'immigration à l'étranger ou les problèmes au Moyen Orient. Le mot « les travailleurs étranger », a été utilisé une cinquantaine de fois. Dans la même période, le terme « multiculturel » a été utilisé une seule fois en 1991 et neuf fois en 1992. Cependant, comme le montre le *Graphique 1*, après 2007, la fréquence d'utilisation de ce terme a progressé plus rapidement que celle des mots « migration » ou « migrant étranger », ce qui révèle un soudain « engouement pour le multiculturalisme ». En effet le gouvernement décide en 2006 d'appeler les familles binationales, « familles multiculturelles » et les mesures politiques liées à cette question se multiplient de même que les articles dans les médias.



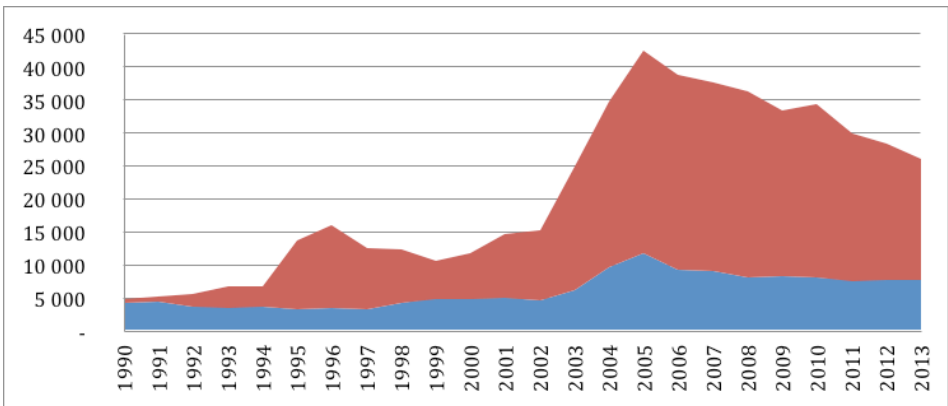
Graphique 1. Utilisation des mots clefs « migration », « travailleurs étrangers » et « multiculturalisme » dans la presse et les médias coréens entre 1991 et 2013 (Mediagon)

Les tâtonnements de la politique d'intégration multiculturelle

Au départ le gouvernement considère que les migrants ne sont pas des résidents permanents aussi la question de leur intégration ne se pose pas. À partir des années 1990 et surtout au début 2000, en raison de leur nombre élevé, les immigrants qui se marient en Corée constituent une catégorie plus visible. Devenus des résidents permanents, ils deviennent l'objet de nouvelles politiques sociales et dans le contexte patriarcal coréen, ce sont les femmes migrantes devenues épouses, belles filles et mères qui sont les cibles de ces politiques. Depuis, les enjeux de la crise démographique qui s'annonce en Corée ont augmenté l'intérêt pour les migrations présentées comme un palliatif à la chute de la natalité et au vieillissement.

En avril 2005, le gouvernement a présenté ses « Mesures de soutien pour l'intégration sociale des immigrants mariés », et en 2007, il a promulgué la « Loi fondamentale sur traitement des étrangers résident en Corée du Sud » suivie un an plus tard par la

« Loi sur les familles multiculturelles ». Ces bases légales ont servi de support aux politiques de soutien aux immigrants mariés et aux familles multiculturelles qui visent à faciliter l'adaptation à la société et plus particulièrement au système éducatif coréen. Ainsi, le Ministère pour l'égalité des sexes et du mariage a financé la création d'un « Centre d'aide aux familles multiculturelles » (Danuri)¹⁰ en ligne., un portail disponible en dix langues, dont l'anglais, le chinois, le vietnamien, le mongol, le russe et le tagalog. Les femmes immigrées peuvent ainsi accéder à ce site et s'informer sur la vie en Corée.



Graphique 2. Influx du nombre de maris et femmes d'origine étrangère 1990-2013

¹⁰ www.liveinkorea.kr/

Vent contraire pour le multiculturalisme

À partir des années 2000, la situation des immigrants s'est beaucoup améliorée par rapport à ce qu'elle était dans les années 1990. Il n'en demeure pas moins que perdurent au sein de la société les préjugés raciaux et une attitude discriminatoire envers les immigrants. Les politiques publiques relatives au multiculturalisme, et les publications à but éducatif créent l'illusion d'une société acceptant le multiculturalisme. De fait, plus de 75% du budget des projets de l'administration est centré sur les familles multiculturelles : sur les migrants mariés à des Coréens ou des Coréennes et à leurs enfants, soit 15% des étrangers. Suscitant une controverse dans une partie de la société, ces statistiques révélatrices d'une discrimination positive ont suscité des réactions d'aversion contre le multiculturalisme.

Le mouvement d'opposition au multiculturalisme qui s'appuie sur des témoignages des Coréens ayant épousé des étrangers, s'exprime à travers des critiques sur internet des politiques publiques ou l'exposé d'opinions anti-immigration. Exprimées selon un registre trop émotionnel, ces critiques n'ont pas provoqué de débats dans l'opinion. Récemment alors qu'une motion visant à réformer une loi concernant les immigrants mariés a été votée à l'Assemblée Nationale, son site internet de même que les réseaux sociaux ont été investis par les opposants au multiculturalisme et à l'immigration. Bien que la Corée du Sud ne soit pas devenue une société multiculturelle, il s'y exprime déjà une forte aversion à l'égard des étrangers.

Conclusion

Les politiques de soutien aux femmes immigrées mariées et aux familles multiculturelles se sont développées très rapidement à partir de 2006 avec de réels progrès en termes de budget, diffusion de l'information et de qualité des programmes. Cependant, établies trop vite, elles ne sont pas sans poser des problèmes. Notamment, elles ne s'insèrent pas dans le cadre plus large des politiques de l'immigration et restent trop concentrées sur les politiques familiales ou démographiques. Elles sont aussi de nature sexiste, ce qui révèle le peu d'intérêt de la Corée sur les questions de parité. Les politiques d'intégration doivent être réformées.

Il faut abandonner le terme « famille multiculturelle » qui, trop directement associé à la notion de mariage avec des étrangers, crée une confusion sur la notion de multiculturalisme et des

phénomènes associés. Deuxièmement, la portée de ces politiques d'intégration doit être étendue au-delà des migrants mariés et leurs enfants. Troisièmement, la Corée du Sud doit mettre en oeuvre des allocations sociales universelles et sans discrimination ; une politique plus égalitaire permettrait une meilleure intégration. Quatrièmement, les politiques d'intégration doivent se détourner de leur dimension familiale pour promouvoir la parité car elles souffrent de leur biais patriarcal. Le gouvernement et les médias affichent une « image traditionnelle » des migrantes qui ne correspond plus à la réalité de la société coréenne : une belle fille prenant soin des personnes âgées et une femme obéissante à son mari, alors que la libération et la

« Pays d'émigration jusque dans les années 1970, la Corée du Sud devient un pays d'immigration. Au 1er janvier 2014, on recensait 1,6 million d'étrangers domiciliés en Corée du Sud. »

réalisation de soi sont devenues les principales préoccupations des jeunes coréennes. Finalement, il est nécessaire de multiplier les échanges entre Coréens et immigrés. En se concentrant trop exclusivement sur des actions d'apprentissage du coréen et de la culture coréenne auprès de migrantes ayant épousé des Coréens, les politiques publiques et les médias n'encouragent pas les Coréens à changer d'attitude. À travers la question des migrations, les coréens devraient s'interroger sur leur société patriarcale et nationaliste. Une intégration sociale par le bas est souhaitable qui sera résultat de changements dans la vie quotidienne.



4. La mutation des ONG en Corée du Sud

JEONG HYOUNG-WOOK

Il existe deux grandes catégories d'ONG en Corée du Sud. La première rassemble des ONG ayant un caractère politique et qui, populaires avant la démocratisation, ont fini par laisser du fait de confrontations stériles entre gauche et droite, de luttes intestines, d'accusations et de dénonciations réciproques, de recours à la justice et de manipulations des médias de masse pour se faire connaître. La seconde rassemble des ONG non politiques qui se sont multipliées et sont surtout actives dans l'aide internationale.

Une courte histoire des ONG sud-coréennes

Les premières ONG sont apparues à la fin de la dynastie Joseon et au cours de la période coloniale (1905-1945). Des organisations comme YMCA, YWCA, ou Heungsadan ont été à l'origine de mouvements sociaux qui ont promu l'alphabet hangul et ont contribué à l'essor du patriotisme coréen. Après la Libération en 1945, l'installation d'ONG occidentales accompagnant la reconstruction et apportant une aide économique, a fait apparaître un nouveau type d'organisation

civile. Durant les années 1960-1970, lorsque la Corée était gouvernée par un régime militaire, deux types d'ONG sont apparues de part et d'autre de l'échiquier politique.

Les unes relèvent d'une idéologie progressiste ; ce sont des mouvements comme celui des agriculteurs catholiques (Katollig nongmin hoeui) qui s'opposaient au régime, ou la Mission des industriels urbains (Dosisan-eobseongyohoe), qui prenait la défense des travailleurs. Les autres sont d'inspiration conservatrice, comme le mouvement pro-gouvernemental Saemaetul¹¹.

Dans les années 1980, sont apparues des ONG militant ouvertement contre la dictature militaire. Clairement situées au centre gauche, elles manifestaient pour la démocratisation, le respect des droits de l'homme, le droit des femmes et la défense de l'environnement. Réussissant à structurer la société civile, ces ONG ont bénéficié de l'attitude bienveillante des gouvernements qui, entre 1993 à 2007 ont été dirigés par des hommes (Kim Young-Sam, Kim Dae-Jung et Roh Moo-Hyun) issus de ces organisations.

Néanmoins dès la fin des années 2000, la population sud-coréenne s'est montrée de plus en plus critique vis-à-vis des ONG situées à gauche ? De nouvelles ONG d'orientation conservatrice sont ainsi apparues. Depuis, ONG de droite et ONG de gauche s'affrontent régulièrement. Par ailleurs, la Corée ayant rejoint le club des pays riches, on assiste à la multiplication d'ONG non politiques qui se concentrent sur les questions d'aide au développement.

¹¹ Sur l'exportation contemporaine du modèle Saemaetul : BONDZ Antoine et ALLARD Léonie, « La Corée du Sud exporte son modèle de développement : le cas du mouvement Saemaetul », Notes, Asia Centre, juillet 2014

Le panorama coréen

EN 2014, on recensait 26 000 ONG en Corée dont la moitié est enregistrées auprès de l'administration centrale ou les collectivités locales. Leurs domaines d'intervention sont les questions de bien-être et de santé (20%), l'environnement (12%) et les enjeux politiques et économiques (11%). Elles sont moins nombreuses à s'engager sur des questions liées aux droits des consommateurs (1%), de la protection des étrangers (2%), de la défense des droits de l'homme (2%), de la solidarité internationale (2%). Alors qu'en 2000 les deux tiers des ONG étaient implantées dans la métropole de Séoul, le degré de concentration a diminué et en 2009, la moitié des ONG étaient basés dans les provinces.

Ces ONG sont jeunes : 85% sont nées après la démocratisation (1987) qui a donné une très forte impulsion à la société civile. Seulement 9% ont plus de 10 000 adhérents et 75% moins de 1000. Cette répartition illustrerait les limites de la société civile et le manque de participation volontaire des citoyens. La très grande majorité (plus de 90%) emploie moins de 5 salariés permanents et ont un budget inférieur à un million de dollars. La moitié a un site internet et 16 % ont une publication mensuelle ou hebdomadaire.

Les enjeux

Jusqu'à la fin du gouvernement progressiste de Roh Moo-Hyun en 2007, les ONG surveillaient et critiquaient de façon constructive le fonctionnement de l'État et des grands partis politiques et elles allaient jusqu'à partager une partie de l'exercice du pouvoir. Avec l'arrivée du gouvernement conservateur de Lee Myung-bak, ces ONG sont devenues l'objet des critiques du gouvernement et de la population.

En 2008, la révélation de la malversation financière commise par la plus grande organisation asiatique de défense de l'environnement, la Fédération coréenne pour un mouvement environnemental (Hwangyeong-undong-yeonhab), a fait la une des médias. Ils ont présenté cette escroquerie comme révélatrice de la crise morale de la société coréenne. Cet événement a amené les sud-coréens à mettre sur le même plan les partis politiques et les ONG.

Depuis le début du XXI^{ème} siècle, les ONG ont également perdu leur capacité à influencer sur la définition des débats au niveau national. Du fait de cette incapacité, elles se placent sur des thèmes choisis par les partis politiques comme les centrales nucléaires, le budget social, la réunification intercoréenne, la réforme de la Constitution, etc. Trop souvent enfermées dans une logique d'affrontement entre la droite et la gauche, ces ONG souffrent d'un manque de créativité et de souplesse.

Jusqu'à la fin du mandat de Roh Moo-Hyun favorable aux ONG, les mouvements de citoyens ont réussi à se coaliser pour défendre diverses causes à l'exemple du réseau pour la solidarité dans la société civile (Siminsa hoedan cheyeon daehoeui) lancé en 2001 ou de l'action civile pour les élections générales de 2004 (chongseon-yeondae). Après l'arrivée au pouvoir de Lee Myung-bak plutôt hostile aux ONG, ces mouvements ont été moins actifs comme on a pu le constater à l'occasion des protestations contre l'autorisation donnée aux importations de viande de bœuf américain en 2008 ou contre les projets de construction de canaux (« les quatre rivières »).

Parmi les explications à cette transformation, il y a les changements qui ont eu lieu à la tête des ONG au début de la décennie 2000 et le départ d'activistes prestigieux qui ont rejoint le gouvernement, des organisations para étatiques ou des partis politiques. Par ailleurs, après avoir participé pendant plusieurs années aux luttes menées par les ONG, de nombreux salariés se sont retirés car leurs familles acceptaient de moins en moins leurs

rémunérations trop modestes. Le changement de direction est une évolution naturelle mais dans la mesure où le capital social d'une ONG repose beaucoup sur l'expérience de ses dirigeants, ces départs ont affecté leur fonctionnement.

Une caractéristique marquante des ONG sud-coréennes est qu'elles reflètent les divisions de la société selon des lignes de clivage idéologique. Ainsi les ONG de gauche comme l'union des

professeurs et des travailleurs de l'éducation coréens (Jeonggyogyojig-wonnodongjohab) ou l'alliance coréenne pour mouvement progressiste (Hangugjinboyeondae) s'opposent aux ONG de droite comme l'union pour de nouveaux droits pour les parents (Nyulaiteuhagbumoyeonhab) ou la fédération des parents coréens (Daehanmingug-eobeioyeonhab). Cette bipolarité est certes naturelle pour une nouvelle démocratie, mais ces confrontations fréquentes sur de très nombreux enjeux freinent le développement de la société.

A partir de 2008, et en dépit du caractère conservateur de l'équipe de Lee Myung-bak, le gouvernement a adopté des mesures et pris des engagements pour financer la réalisation des objectifs du millénaire de l'ONU. En effet, Lee Myung-bak considérait la défense de ces

« Une caractéristique marquante des ONG sud-coréennes est qu'elles reflètent les divisions de la société selon des lignes de clivage idéologique. »

objectifs comme le devoir moral de la Corée du Sud qui avait accédé au statut de pays développé. De nombreuses ONG se sont alors associées à l'aide publique au développement et d'autres se sont engagées dans les questions de bien être qui mobilisent de plus en plus les Coréens. Même l'organisation « Solidarité du peuple pour la démocratie participative », connue comme étant la plus représentative des ONG politiques a investi le champ de l'aide au développement.

Un des grandes tendances des mouvements sociaux du XXI^{ème} siècle est l'augmentation des actions citoyennes autonomes atypiques. Alors qu'auparavant les Coréens participaient à des évènements socio politiques suscités par les ONG, ce sont désormais des citoyens qui lancent des mouvements sans l'appui d'ONG et cette évolution a comme conséquence un déclin des ONG classiques. Ainsi les protestations de 2008 contre la maladie de la vache folle ont été initiées par un groupe de jeunes lycéennes qui, mobilisées grâce aux réseaux sociaux, se sont réunies sur la place de la mairie de Séoul. L'essor de ces modes de communication et l'émergence de communautés virtuelles permettent à ces mouvements de s'organiser de façon plus efficace.

Conclusion

On peut brièvement résumer la situation des ONG par deux constats.

D'une part l'implication politique des ONG atteint ses limites. Les mouvements sociaux de résistance avaient un écho dans l'ensemble du corps social mais depuis la démocratisation les questions de justice intéressent moins les citoyens. Dans ce nouveau contexte, l'implication politique prend la forme de recours devant la justice, d'alertes et de manipulation des médias pour se faire connaître.

D'autre part, les ONG non politiques impliquées dans l'aide au développement et les

questions de bien être sont florissantes. Si cet engagement reflète la réalité du mouvement social contemporain, il indique également que dans le domaine politique, les Coréens n'ont pas été capables de trouver une réponse à de nombreuses questions. La population étant de moins en moins satisfaite du travail des hommes politiques, il est nécessaire que les dirigeants d'ONG élaborent un nouvel ordre du jour de réformes à proposer la société coréenne.



5. Une crise des médias sud-coréens ?

PIERRE JOO

Bien que les médias coréens soient relativement libres et indépendants, ils traversent une crise profonde. La presse subit l'impact de la révolution numérique. La dégradation financière accroît la vulnérabilité des salles de rédaction face aux des Chaebols qui dominent le marché de la publicité dans un contexte politique marqué par le renforcement du contrôle sur les médias

Vers la liberté de la presse à pas de géant

Si la qualité des médias d'un pays témoigne de la vivacité de sa vie démocratique, alors la Corée du Sud arrive à un tournant de sa jeune Histoire.

Pour comprendre ce tournant, il faut mesurer le chemin parcouru depuis 1948. Dès la création de la République de Corée, la Loi de Sécurité Nationale s'est élevée contre l'épanouissement d'une presse qui avait été bridée par l'occupation japonaise¹². Théoriquement conçue pour lutter contre la

menace idéologique de la Corée du Nord, cette loi a vite permis aux régimes autoritaires qui se sont succédé de condamner des opposants, communistes ou non, jusqu'à la fin des années 80.

Cette loi a servi à museler la presse d'opposition dans des proportions plus ou moins grandes selon les pouvoirs en place. Sous le régime du général Chun Doo-hwan jusqu'au milieu des années 80, le Ministère de la culture envoyait chaque jour des « directives sur l'actualité » aux rédactions des grands quotidiens nationaux dans lesquelles il imposait non seulement les sujets à traiter mais aussi le format des « unes ».

Trente ans plus tard, la Corée du Sud jouit d'une presse à la hauteur de la démocratie qu'elle est devenue : la plupart des médias sont privés et le droit à liberté de la presse inscrit dans la Constitution. Bien que la loi sur la Sécurité Nationale reste en vigueur, elle a été assouplie par Kim Dae-Jung, le premier Président d'alternance en 1998. Reflet des progrès accomplis, la Corée du Sud est seconde en Asie derrière Taïwan et devance le Japon au classement 2014 de la liberté de la presse établi par Reporters sans Frontières. Flatteur au regard de l'Asie, ce classement l'est moins au niveau mondial car la Corée figure à la 57^{ème} place et qu'elle a rétrogradée de 7 places entre 2012 et 2014. Une évolution préoccupante.

La dépendance économique face aux Chaebols

Cette rétrogradation ne peut être dissociée du contexte économique dans lequel évoluent les médias coréens. En effet, le marché de la publicité est à l'image de l'économie : il est concentré. Selon la Korean Federation of Advertising Associations, les cinq premiers annonceurs de la télévision, de la radio et de la presse (Samsung, Hyundai-Kia, LG, SK et

¹² Le Chosun Ilbo, et le Donga Ilbo, deux des trois plus grands quotidiens nationaux aujourd'hui, furent créés en 1920, durant l'occupation japonaise.

Lotte) représentaient 15% du marché, alors qu'en France la part des cinq premiers (PSA, Renault, Orange, Carrefour et Leclerc) est de 7 %. Cette concentration est encore plus marquée si l'on considère que ces annonceurs confient leurs budgets à des agences dont ils sont propriétaires: les cinq agences qui dominent le marché sont Cheil (Groupe Samsung), Innocean (Hyundai Motors), HS Ad (Groupe LG), Daehong (groupe Lotte) et SK Planet (Groupe SK).

La mainmise des Chaebols s'étend aux médias si l'on prend en compte les relations consanguines entre les grands acteurs. Hong Seok-hyun, le propriétaire du groupe Joongang Media Networks¹³, est le beau-frère par alliance de Lee Kun-hee, le chairman du groupe Samsung. Parmi les neveux de ce dernier figure Lee Jay-hyun aujourd'hui en prison pour détournement de fonds et fraude fiscale mais qui reste le premier actionnaire du groupe CJ, l'un des acteurs majeurs de la production audiovisuelle (CJ E&M) et de la distribution cinématographique (CGV).

Dans pareil contexte, il y a peu de place pour l'affirmation d'une ligne éditoriale qui ne s'alignerait pas sur les intérêts des chaebols. Et c'est encore moins le cas lorsque le parti conservateur, généralement plus favorable aux chaebols, est au pouvoir, comme depuis l'élection de Lee Myung-bak en 2007 auquel a succédé, Park Geun-hye. Les trois premiers quotidiens nationaux - Chosun Ilbo, Joongang Ilbo, et Donga Ilbo, qui affichent une ligne conservatrice, tirent chacun un million d'exemplaires - et réalisent des chiffres d'affaires avoisinant les 220 millions d'€ en 2013 - soit cinq fois plus que les deux grands quotidiens progressistes, le Hankyoreh et le Kyunghyang Shinmun.

¹³ Le groupe est composé notamment du Joongang Ilbo l'un des trois principaux quotidiens nationaux, de la chaîne câblé JTBC et du réseau de salles de cinéma Megabox,

La situation de la télévision et de la radio est analogue: KBS est public, MBC est propriété d'une fondation contrôlée par l'État et la nomination par l'État des dirigeants de ces deux grands acteurs répond à des motivations politiques. Dénonçant la partialité des chaînes en faveur du gouvernement, des journalistes de MBC, KBS, de la chaîne privée SBS et de la chaîne d'informations YTN ont fait grève en 2012.

Le numérique est-il un recours ?

Dans pareil contexte, Internet est très vite apparu comme un refuge pour les voix contestataires. Une évolution d'autant plus naturelle que dès la fin du siècle dernier, la Corée s'est dotée d'un réseau haut-débit et qu'elle a été pionnière dans l'adoption de la téléphonie mobile. Dès le début des années 2000, en réaction aux médias traditionnels, la naissance d'Ohmynews.com, premier site de journalisme participatif au monde, ouvre la voie à une contribution active des lecteurs au cycle de l'information, pratique qui s'est généralisée à de nombreux médias dans le monde.

Depuis, l'importance des médias en ligne n'a jamais été démentie. Grâce à l'avance prise en matière des nouvelles technologies de l'information, la Corée bénéficie de taux d'équipement en fibre optique et en terminaux mobiles 4G les plus élevés au monde. Ces nouveaux médias ont servi de refuge aux journalistes qui voulaient échapper à l'autocensure des médias traditionnels.

En 2011, alors que le gouvernement avait renforcé son contrôle sur les médias, l'émission satirique et engagée "Naneun Komsuda" ("Je suis un filou"), animée par des journalistes indépendants et un ancien parlementaire, a connu un succès fulgurant. Chaque semaine, des millions de Coréens ont téléchargé ces podcasts et se sont régalez à l'écoute de ces voix qui, si elles étaient partiales et

engagées, offraient un heureux contraste au ton monocorde des médias traditionnels.

Des journalistes de la presse traditionnelle, souvent excédés par la censure dont ils s'estiment les victimes, se sont tournés vers Internet pour créer des médias en ligne, des sites d'information, des web TV dont le plus connu, NewsTapa créée en 2013 a adopté une ligne éditoriale plus engagée à gauche.

Les limites du modèle numérique

Si ces initiatives illustrent le dynamisme et les efforts des journalistes pour développer une presse plus indépendante, la pérennité de ces nouveaux médias est loin d'être assurée. Car si Internet permet à quiconque de créer son propre média, les modèles économiques restent à trouver car le numérique a fait émerger des acteurs dominants. Google joue un rôle mineur dans le paysage numérique coréen dominé par un champion national, Naver, qui sert de porte d'entrée vers les contenus en ligne pour plus de 70 % des Coréens. En l'espace de dix ans, Naver est devenu le partenaire incontournable des médias traditionnels; un partenaire plus redoutable que son concurrent californien, car à la différence de Google, « Naver News » ne renvoie que d'une manière limitée vers les sites des médias partenaires. Il « capte » ses visiteurs à l'intérieur de son écosystème en reproduisant les articles dans le cadre d'accords de licence négociés en position de force, car il est quasi impossible pour les médias classiques d'avoir une présence en ligne sans utiliser Naver.

En Corée comme ailleurs dans le monde, les médias n'ont pas trouvé un modèle permettant de répondre à la gratuité des contenus en ligne.

Si les revenus issus du numérique progressent très rapidement, notamment la publicité sur mobile (+250% en 2012), domaine dans lequel la Corée est en avance, ils ne suffisent pas à compenser plusieurs années de baisse des ventes et des revenus publicitaires, tendance qui a pris fin en 2012.

Une législation liberticide

Outre ces contraintes, ces nouveaux médias sont confrontés à une législation contraignante. La Loi de Sécurité Nationale permet de condamner des propos jugés impertinents ou trop osés. En 2012, un activiste pour la liberté d'expression qui avait diffusé des messages d'un compte Twitter pro-nord-coréen pour les parodier, a été condamné à 10 mois de

prison avec sursis pour... apologie du régime nord-coréen.

Cette législation se révèle très dissuasive car elle stipule que toute affirmation à propos d'un tiers, même vérifiée, peut être considérée comme une diffamation si elle est prononcée avec l'intention de nuire et non dans l'intérêt général. Les peines encourues vont jusqu'à 7 ans de prison ferme. En 2012, Chung Bong-ju, l'un des animateurs de l'émission de podcast « Naneun Komsuda » a été condamné à un an de prison ferme pour avoir mentionné le nom du Président Lee Myung-bak dans le cadre d'une affaire de fraude financière qui s'était conclu par son acquittement. Pour le même motif, un journaliste japonais qui avait relayé des rumeurs sur l'emploi du temps de la Présidente lors du naufrage du ferry Sewol, a été inculpé pour diffamation et s'est vu infliger une interdiction de quitter le territoire.

« La Corée du Sud n'est que 57^{ème} dans le classement 2014 de la liberté de la presse établi par Reporters sans Frontières. »

Des journalistes faibles avec les forts et forts avec les faibles

Cet environnement explique pourquoi les journalistes coréens se montrent plus frileux qu'impertinents. En apparence, la presse joue son rôle de 4ème pouvoir et ne manque pas d'alerter et d'informer l'opinion sur les grands enjeux politiques, économiques ou sociaux. Toutefois, elle traite les Chaebols, en particulier les plus puissants, avec déférence. Lorsque la presse aborde un sujet d'intérêt public et contraire aux intérêts commerciaux des médias, il n'est souvent qu'évoqué par un simple entrefilet, et, lorsque le sujet est très sensible, il est passé sous silence pour ménager les relations avec les grands annonceurs.

La priorité donnée aux intérêts économiques influence des pratiques parfois très critiquables comme la reprise par les journalistes de communiqués de presse sans vérification, le recours généralisé à des sources anonymes, ou encore le "native advertising", la rédaction d'articles promotionnels rémunérés et insérés dans les sections non publicitaires.

Les défaillances de la presse cristallisées dans la tragédie du Sewol

Le traitement par les journaux du naufrage en avril 2014 du ferry Sewol a révélé au grand jour la nocivité de ces pratiques. La nation coréenne a assisté en direct à la télévision ou au travers des médias sociaux, à la lente agonie de jeunes innocents et ce naufrage a représenté un véritable traumatisme national qui a été comparé au 11 septembre. A quelques exceptions près, les médias se sont révélés incapables d'alerter l'opinion et de l'informer objectivement sur ce drame. A de nombreuses reprises, ils se sont contentés de reprendre les communiqués de presse officiels sans les vérifier ce qui les a amené à publier des informations en décalage flagrant

avec la réalité, comme l'annonce le matin de l'accident, du sauvetage de l'ensemble des passagers. La presse a été également très critiquée pour sa quête du sensationnel au mépris du respect de l'intimité des victimes et du recueillement de leurs proches. Elle a également été critiquée pour l'indulgence, voire la déférence envers la Présidente Park, dont les photos ou retransmissions de certains déplacements ont été soigneusement retouchés pour effacer toute manifestation de mécontentement.

Des médias à deux vitesses

Le traitement par les médias de la tragédie du Sewol provoquera-t-elle une prise de conscience de la nécessité de réforme ? Il faut l'espérer, car aujourd'hui, il n'est pas exagéré de parler de médias à deux vitesses.

D'un côté les médias traditionnels, la plupart conservateurs, symbolisés par la domination économique et idéologique du « Cho-Joong-Dong » (Chosun Ilbo, Joongang Ilbo et Donga Ilbo), doivent s'adapter aux bouleversements du numérique, en étant assurés de capter la part du lion des budgets publicitaires des Chaebols. Se pose alors la question de leur indépendance vis-à-vis de leurs annonceurs et in fine, de leur capacité à jouer leur rôle de contre-pouvoir.

De l'autre côté, une nouvelle offre, plus impertinente, souvent critique envers le gouvernement, les Chaebols, et la pratique journalistique du « Cho-Joong-Dong », a émergé. Investissant l'espace numérique, ces médias tentent de se développer grâce à une tonalité éditoriale rafraichissante et des modèles de financement innovants. Toutefois, leur précarité financière amène à s'interroger sur leur capacité à assurer une offre de qualité de manière pérenne. Il le faudra pourtant, pour que la Corée du Sud puisse disposer d'un des éléments indissociable d'une démocratie moderne qu'elle prétend être devenue : une presse plurielle et dynamique.

DÉCALAGE

6. L'intérêt de la Corée du Sud pour le rapprochement Russie-Corée du Nord

ANTOINE BONDAZ

SOURCES :

- LEE Myung-sun, « Lee Chul Hee affirme que l'ère de Park Geun-Hye est finie », Pressian, 1^{er} août 2014.
- KIM Taehwan¹⁴ et SHIN Hyun Song¹⁵, L'extrême Orient dans les perspectives géopolitiques russes, Global Asia, Vol.9, No.3, automne 2014.
- YI Whan-woo, Poutine et Kim forment un couple étrange, Korea Times, 21 novembre 2014.
- KIM Oi-hyun, Corée du Nord et Russie se coordonnent pour réduire leur isolement international, Hankyoreh, 22 novembre 2014.
- KIM Young-hie¹⁶, Moscou et Pyongyang, JoongAng Ilbo, 5 décembre 2014.

¹⁴ Directeur du département politique et recherches de la Korea Fondation et professeur à l'Académie diplomatique national de Corée.

¹⁵ Hughes-Rogers professeur d'économie à l'université de Princeton et directeur général du département d'économie internationale et des études sur le commerce à l'Académie diplomatique national de Corée.

¹⁶ Editorialiste senior du JoongAng Ilbo.

- KANG Hyun-kyung, La Russie fait tout pour rendre une nouvelle route commerciale viable, Korea Times, 30 novembre 2014.

- JO Sung-Ho, « La coopération économique et le partenariat stratégique entre Kim et Poutine, deux isolés internationaux », Donga Ilbo, 18 novembre 2014.

Alors que tensions et sanctions occidentales contre la Russie et la Corée du Nord se renforcent, les relations russo-nord-coréennes sont au beau fixe et l'année 2014 a été marquée par un rapprochement sans précédent entre les deux pays depuis la chute de l'URSS. Il en résulte une diversification des partenaires de la Corée du Nord qui est perçue comme une opportunité par la Corée du Sud. La Corée du Sud, poussée par son secteur privé, entend développer une coopération trilatérale Moscou-Séoul-Pyongyang pour modérer le comportement nord-coréen en accroissant les échanges avec le géant énergétique russe, alors qu'elle est plus que jamais dépendante de ses importations énergétiques en provenance du Moyen-Orient. Grâce à la rénovation des infrastructures de transport entre la Russie et la Corée du Nord, un premier chargement de charbon sibérien a pu être livré en novembre en Corée du Sud : cet événement souligne le potentiel de cette coopération.

Un rapprochement dans la continuité

Après l'effondrement de l'URSS, l'établissement de relations diplomatiques entre Moscou et Séoul en 1991, et le refus russe de poursuivre la politique d'aide soviétique à la Corée du Nord, les relations entre Moscou et Pyongyang s'étaient fortement détériorées. Elles se sont progressivement réchauffées dans les années 2000. A la différence d'Eltsine, Vladimir Poutine a rencontré Kim Jong-il à Moscou en 2001, puis une nouvelle fois en

2002 à Vladivostok. En 2011, c'était au tour du Président Medvedev de rencontrer Kim Jong-il en Russie. Si on est bien loin des sept visites de Kim Jong-il en Chine entre 2000 et 2011, la Russie est le seul pays avec la Chine que Kim Jong-il ait visité durant cette décennie.

L'année 2014 marque dès lors un rapprochement dans la continuité des deux pays. La Russie avait dès le début de l'année fait des annonces politiques importantes. Le vice premier ministre en charge de l'Extrême Orient russe, Yuriy Trutnev, s'était rendu à Pyongyang en avril 2014 où, accompagné des gouverneurs de trois provinces russes voisines¹⁷, il avait annoncé l'annulation, après vingt ans de négociations, de 90% de la dette de la Corée du Nord envers l'URSS (11 milliards de dollars¹⁸). Cette annonce ouvrait la voie à un rapprochement.

Après les visites du chef de l'État Kim Yong Nam en février, et du ministre des affaires étrangères Ri Su Yong en octobre, Choe Ryong-hae s'est rendu en Russie du 17 au 24 novembre 2014, en tant qu'envoyé spécial de Kim Jong-eun. Si cette visite fait implicitement référence à la visite de Choe à Pékin au printemps 2013, elle se déroule dans un tout autre contexte. Alors qu'en se rendant à Pékin Choe Ryong-hae voulait rassurer les Chinois après la montée des tensions qui a suivi l'essai nucléaire nord-coréen et l'empêcher de prendre des sanctions unilatérales ou d'accroître sa coopération avec les États-Unis, sa visite en Russie se fait dans un contexte plus apaisée et vise le renforcement de la coopération économique bilatérale.

Cette visite permet également à la Corée du

¹⁷ L'oblast d'Amour, le Kraï de Khabarovsk et le Kraï du Primorie.

¹⁸ Sur cette visite lire notamment BONDAZ Antoine et ALLARD Léonie, « L'ouverture économique partielle de la Corée du Nord profite avant tout à la Chine », *Korea Analysis*, No.3, novembre 2014.

Nord d'afficher son soutien sans faille à la Russie, suite à son annexion de la Crimée, alors que les deux pays font l'objet de sanctions occidentales et de briser, symboliquement, son isolement. Enfin, cette visite vient contredire les rumeurs, qui en Corée du Sud, font état de purges dans l'appareil d'État nord-coréen durant l'été dernier, qui auraient notamment entraîné le limogeage de Choe¹⁹.

Une importance plus symbolique que politique

Même si Kim Young-hie du JoongAng Ilbo et Yi Whan-woo du Korea Times mentionnent les similitudes entre les deux pays, tous deux confrontés aux sanctions internationales, le premier à cause de la Crimée, le second du fait de son engagement nucléaire, il convient de relativiser l'importance politique de ce rapprochement qui ne signale pas la création d'un axe stratégique Moscou-Pyongyang.

Premièrement, la position russe quant à la dénucléarisation de la Corée du Nord est inchangée. Malgré la rencontre entre Choe et Poutine et entre le vice chef d'État-major général, No Kwang-chol, et son homologue russe, le ministre des affaires étrangères russe, Sergei Lavrov, a rappelé l'obligation par la Corée du Nord de respecter l'accord signé le 19 septembre 2005 sur la dénucléarisation du pays.

Deuxièmement, contrairement à ce qui a été présenté dans la presse sud-coréenne, l'invitation de Kim Jong-eun à Moscou par Vladimir Poutine, ce qui serait la première visite du leader nord-coréen à l'étranger depuis son arrivée au pouvoir fin 2011, ne signifie pas la tenue d'un sommet présidentiel entre les deux leaders. Elle a été faite dans le cadre des célébrations du 70^{ème} anniversaire de la fin de

¹⁹ LEVI Nicolas, « Purges et remaniements sous Kim Jong-eun », *Korea Analysis*, No.4, novembre 2014.

la seconde guerre mondiale, auxquelles sont invités plus de 50 chefs d'États dont Barack Obama et Xi Jinping.

On peut dès lors s'interroger du bien-fondé de l'analyse proposée par Yoon Sung-hak, professeur à l'Institut d'études sur la Russie et l'Asie Centrale de l'université de Yonsei dans une interview au Hankyoreh, qui considère ce sommet comme une opportunité unique pour la Corée du Nord de sortir de son isolement, et pour la Russie de redorer son image internationale en prenant des initiatives pour la dénucléarisation nord-coréenne. De même, on peut douter de l'argument de Hong Hyun-ik de l'institut Sejong selon qui un tel sommet accroîtrait l'influence de Moscou sur Pyongyang alors que le pays a réussi à limiter l'influence chinoise ces dernières années. En effet, il semble que les motivations russes ne soient pas tant politiques qu'économiques.

La Russie entend développer son Extrême-Orient

La Corée du Nord cherche à faire de l'Extrême Orient russe un nouveau relais de croissance alors que la coopération économique avec l'Europe marque le pas. La Corée du Nord en profite également pour obtenir des devises étrangères et diversifier ses partenariats commerciaux alors que le commerce bilatéral avec la Chine stagnait en 2014. Depuis 2013, plus de 2 000 nord-coréens travaillent à Khabarovsk, deuxième ville de l'extrême orient russe, dont 20% sont employés par l'industrie du bois. Cela s'apparente à une reproduction du modèle nord-coréen dans les provinces chinoises frontalières dans lequel des travailleurs nord-coréens sont envoyés à l'étranger pour ramener des devises. Des discussions initiées lors de la visite du ministre des affaires étrangères devraient aussi débouchées sur la mise en place d'un vol direct entre Khabarovsk et Pyongyang permettant de désenclaver le pays alors que

les vols en partance de Pyongyang demeurent rares.

La visite de Choe en Russie a également permis la signature de plusieurs contrats dans le secteur agricole. L'envoyé spécial de Kim Jong-eun s'est notamment rendu à Khabarovsk, où il a rencontré le gouverneur local Vyacheslav Shport. La Corée négocie effectivement la possibilité de louer plus de 10 000 hectares de terres agricoles afin d'y cultiver des légumes et d'élever du bétail, car le pays continue d'être confronté à des pénuries de certains produits alimentaires.

Cependant, les auteurs sud-coréens s'intéressent principalement à la stratégie économique de la Russie et y voient une possibilité d'accroissement de la coopération bilatérale. Selon Kim Taehwan et Shin Hyun Song la Russie est avant tout une puissance européenne et ses préoccupations sont européennes. Cependant, le troisième mandat de Poutine est marquée par l'annonce d'une « nouvelle politique asiatique » et de la nécessité de développer l'Extrême Orient russe. Ces auteurs reconnaissent que la crise ukrainienne et les sanctions occidentales amènent Poutine à se rapprocher de l'Asie pour des raisons relevant plus de la géoéconomie que de la géostratégie.

La Russie entend bénéficier du développement asiatique ; diversifier ses partenaires commerciaux dans un contexte de crise avec l'Occident alors que l'Union Européenne représentait en 2013 49% du commerce extérieur du pays, 80% de ses exportations de

pétrole et 70% de ses exportations de gaz ; et diversifier son modèle de croissance qui repose trop sur l'exploitation des ressources naturelles et pas assez sur la construction d'infrastructures modernes, notamment en Extrême-Orient. Dans ce cadre, l'inquiétude de la Russie vis-à-vis du géant chinois la pousse à multiplier ses partenariats avec les deux Corées et le Japon, sur le plan des échanges et des investissements. Jae Seong-hun de l'institut coréen pour les politiques économiques internationales (KIEP), cité dans le Dong-A Ilbo du 18 novembre 2014, souligne particulièrement cette volonté russe de se faire une place en Asie en contrant la prédominance chinoise alors que Yang Moo-jin de l'université des études nord-coréennes de Séoul, souligne que le calcul russe est de contrer l'influence chinoise sur la Corée du Nord en renforçant ses leviers politiques, économiques et militaires.

« L'objectif à long terme serait de raccorder les réseaux de chemin de fer, de transmission électrique et de pipelines en se servant de la Corée du Nord comme interface entre la Russie et la Corée du Sud. »

Ainsi, la péninsule coréenne acquiert une importance stratégique et économique de premier plan, la Corée du Sud étant un débouché naturel des matières premières russes et la Corée du Nord un interface idéal. L'objectif à long terme de la Russie serait selon ces deux auteurs de raccorder les réseaux de chemin de fer (le transsibérien avec un réseau intercoréen), de transmission électrique et de pipelines (pétrole/gaz), formant ainsi trois réseaux entre la Russie et la Corée du Sud via la Corée du Nord.

La Corée du Nord, interface de la coopération économique entre Moscou et Séoul

La Corée du Nord apparaît ainsi comme une

interface dans les échanges entre la Russie et la Corée du Sud. Selon le ministère de l'unification, 45 000 tonnes de charbon russe ont été transportées de la ville sibérienne de Khasan à Rajin, grâce à la nouvelle voie ferrée russe reliant ces deux villes distantes de 54 kilomètres²⁰, puis acheminée par mer du port de Rajin à celui de Pohang en Corée du Sud. Ce premier convoi est le premier exemple de partenariat trilatéral depuis le sommet présidentiel Corée du Sud – Russie de novembre 2013 au cours duquel le projet avait été abordé. Kim Young-hie critique le gouvernement sud-coréen pour son peu d'entrain à accroître la coopération trilatérale alors que la Russie et la Corée du Nord sont prêtes.

Cette coopération économique est cependant avant tout le fait du secteur privé et non du gouvernement sud-coréen. Ainsi, un consortium sud-coréen rassemblant Posco (métallurgie et quatrième producteur mondial d'acier), Korail (chemins de fer) et Hyundai Merchant Marine, a acquis 50% des parts de la Russie dans ce projet

Selon Choi Kyung-soo, un des directeurs de l'Institut des ressources nord-coréennes cité par Kang Hyun-kyung, un partenariat trilatéral - avec la Russie faisant office de tiers - est moins risqué et a une meilleure chance de viabilité sur le long terme qu'un partenariat intercoréen comme le complexe industriel de Kaesong. S'il demeure effectivement une possibilité que la Corée du Nord utilise son rôle d'interface pour faire pression sur le Sud, celle-ci est considérablement réduite car la Russie ne resterait pas passive face aux provocations nord-coréennes, surtout si ses intérêts économiques sont menacés. Choi Kyung-soo reprend ainsi l'argument de certains experts sud-coréens selon lequel l'internationalisation

²⁰ Le projet a été conclu en 2008. La construction de la voie ferrée et la rénovation du port de Rajin ont été achevées en septembre 2014.

de la coopération intercoréenne diminue l'impact politique des relations intercoréennes sur la coopération économique avec le Nord²¹.

Ainsi, c'est avant tout la possibilité d'une coopération indirecte entre la Russie et la Corée du Sud qui attirent l'attention de nos auteurs. L'argument de Yang Moo-jin, selon qui la Corée du Sud doit se rapprocher de la Russie afin de coordonner leurs positions respectives lorsque les pourparlers à six reprendront apparaît comme peu crédible, Russie et Corée du Sud n'ayant pas les mêmes préoccupations stratégiques.

²¹ Sur la volonté sud-coréenne d'internationaliser le complexe industriel de Kaesong au cours de l'année 2013 : BONDZ Antoine, « Corée du Nord : les quatre impasses », in *Annuaire Asie 2015 : Une Asie sous tension*, sous la direction de RACINE Jean-Luc, Mondes émergents, La Documentation Française, juin 2014.



7. Le secteur privé et l'aubaine de la réunification

LÉONIE ALLARD

SOURCES :

- Interview de CHOI Kang²², « Opportunités et challenges d'une Corée unifiée », *Arirang News*, 13 mars 2014.
- Victor CHA²³, « Cinq théories de la réunification », *Joongang Ilbo*, 22 juillet 2014.
- Interview de YOON Sang-sik²⁴, « Normalisation de Kaesong et développement conjoint des ressources minérales », *Chosun Ilbo*, 11 août 2014.
- JANG Jin-bok, « Création de 'fonds pour la réunification basés sur la coopération », *Newsis*, 15 août 2014.
- KIM Eun-jung, « Les investisseurs misent sur les fonds pour l'unification malgré les incertitudes en Corée du Nord », *Yonhap News*, 27 mai 2014.
- KIM Ji-yeon, « Les fonds pour l'unification attirent l'investissement et résistent à la

revente » *Yonhap News*, 27 mai 2014.

- « « Hi Korea Unification Renaissance Stock Fund » 9% et « Shinyoung Marathon Unification Korea Stock Fund » -9%, pourquoi ? », *NK Chosun*, 28 octobre 2014.

- Editorial, « Le monde du business place de grands espoirs dans sa participation à la préparation de la réunification », *Joongang Ilbo*, 22 août 2014.

Deux fonds d'investissement privés pariant sur la réunification ont été créés début 2014 en Corée du Sud. Leur création a été favorisée par le nouveau paradigme présentée par la présidente Park Geun-hye: la réunification doit être analysée en tant qu'aubaine (*tongjil daebak*) et non en tant que problème. Il faut donc considérer les bénéfices économiques et humains qu'elle est susceptible d'apporter à la Corée et non ses coûts. Le succès relatif de ces fonds illustre l'approche de Park, considérée comme nouvelle par les chercheurs sud-coréens, et qui cherche à replacer le discours de la réunification dans la stratégie économique nationale tout en incluant la société civile dans ce processus. Ainsi dans un discours majeur prononcé à Dresde en mars dernier, la Présidente appelait la Corée du Sud à aller au-delà d'une simple « intégration physique » des deux Corées.

La stratégie de Park Geun-hye qui vise autant la coopération intercoréenne que la préparation de l'ère post-réunification s'inspire de politiques antérieures. Cependant, elle est, selon Choi Kang de l'Asan, la première à avoir réussi à mobiliser la société civile, ce qui se traduit par un rôle inédit et accru du secteur privé. Pour la présidente, parallèlement aux annonces d'augmentation de l'aide officielle, d'investissements dans de nouveaux projets ou de la multiplication des rencontres officielles qui tarde à se réaliser, la préparation à la réunification doit naturellement mobiliser le secteur privé à tous les niveaux.

²² Choi Kang est le vice-président du think tank Asan Institute for Policy Studies.

²³ Victor Cha est chercheur au Center for Strategic and International Studies (CSIS) et professeur à Georgetown.

²⁴ Ministre de l'industrie de la Corée du Sud.

L'approche économique de la réunification de l'administration Park

L'accent mis sur la préparation économique de la réunification s'inscrit dans la ligne du gouvernement précédent. Lee Myung-bak a en effet été le premier à considérer la réunification dans le court terme et de manière pragmatique selon Victor Cha, rompant ainsi avec les approches précédentes qui la présentaient comme incertaine et lointaine²⁵. A la fin de sa présidence, Lee Myung-park a proposé une taxe de l'unification, en même temps qu'il a annoncé sa « vision 3000 » visant une dénucléarisation de la Corée du Nord en échange d'une aide humanitaire et d'une coopération économique qui cherchait officiellement à doubler le PIB par habitant en Corée du Nord, et à lui faire atteindre 3000 dollars. Selon le professeur Shin Chang Min de l'Université Chung-Ang, l'idée de Lee avait cependant plongé la société sud-coréenne dans une profonde inquiétude, celle-ci considérant l'unification comme une « bombe fiscale », e qui avait ainsi renforcé l'appréhension éprouvée par la population face à celle-ci.

A l'inverse, Park Geun-hye, promeut la réunification comme une aubaine selon Victor Cha et Choi Kang. Cette promesse de gains tant à court qu'à long terme est exploitée par de nouveaux fonds d'investissement. Comme l'explique Park Sung-hyun, stratège en chef à Hanwha Investment and Securities Co, ces derniers permettent de trouver de nouveaux relais pour la croissance qui continue de s'appuyer sur l'exportation.

La stratégie de Park survient cependant à un moment où la coopération économique

²⁵ Selon Victor Cha, c'est en corollaire de la crise asiatique de 1997 que Kim Dae-jung a œuvré en faveur de la conception d'une réunification lointaine dans le cadre de la Sunshine policy, deux idées qui ont été maintenues par son successeur Roh Moo-hyun.

intercoréenne, qui ne subsiste qu'à travers le complexe de Kaesong, est à son plus bas niveau depuis 2005. Les échanges commerciaux intercoréen se sont effondrés et ont atteint 1.2 milliards de dollars en 2013, notamment à la suite de la fermeture du complexe entre avril et septembre²⁶, et ce alors que tout commerce bilatéral entre les deux Corées reste suspendu à la suite des mesures du 24 mai prises par la Corée du Sud, après le naufrage de la corvette *Cheonan*.

Miser sur la réunification

Le premier fond « Shinyoung Marathon Unification Korea Stock Fund » de Shinyoung Asset Managements a été créé le 13 mars 2014. Hi Asset Management Co. a créé le « Hi Korea Unification Renaissance Stock Fund » le 15 mai de la même année. Entre mars et fin mai, ces deux fonds ont rapidement collecté un total de 33,2 millions de dollars d'investissements, puis la collecte s'est ensuite essoufflée, les cinq fonds spécialisés sur la réunification ne capitalisant que 60 millions de dollars.

L'apparition de ces fonds s'inscrit, selon Choi Kang, dans la volonté du gouvernement d'accroître la préparation à la réunification dans tous les domaines. Ils privilégient des actions en rapport à la réunification et la coopération intercoréenne. Actuellement, les actions se concentrent sur l'infrastructure et les compagnies des secteurs textile et alimentaire du complexe de Kaesong. Leurs principaux domaines d'investissement sont la métallurgie (13,5%), l'industrie chimique (10%), l'agro-alimentaire (10%). A plus long terme, les fonds s'étendront à la distribution, au tourisme, et aux services pour diversifier l'économie nord-coréenne.

²⁶ La coopération économique intercoréenne s'élevait à 2 milliards de dollars en 2012.

Si, trois mois après leur apparition, les deux fonds principaux affichaient des taux de rendement comparables, de l'ordre de 7 %, selon le cabinet de consulting financier coréen KG Zeroin, ceux-ci ont rapidement divergé en raison de leurs méthodes de management respectives. Le Hi Korea Unification Renaissance Stock Fund, dont les rendements frôlaient les 9 % en janvier 2015, mise pour l'heure sur le court terme, alors que le Shinyoung Marathon Unification Korea Stock Fund, qui a réalisé une contre-performance avec un rendement négatif à - 9%, mise majoritairement sur les rendements visant l'après-réunification. Le Hi Korea Unification Renaissance Stock Fund a notamment annoncé un processus d'investissements stratégiques en quatre phases. Le premier volet comprend des actions qui sont liés à la coopération mutuelle et au gouvernement sud-coréen ; le deuxième des actions de type « emploi, affaires sociales et citoyenneté » (SOC) et pour le développement des ressources sous-terraines ; le troisième à l'expansion du marché intérieur intercoréen, le quatrième à la culture, aux divertissements et services.

Ces fonds d'investissements pour la réunification n'ont pas constitué une aubaine (*daebak*) car ils sont vus comme étant encore trop dépendants des politiques gouvernementales, leur rendement pouvant être facilement bridée par des prises de décision politique ou le contexte géopolitique. Le secteur public reste le meilleur garant de la réunification et la coopération économique intercoréenne est actuellement financée en majeure partie par des fonds publics, et notamment par le Fonds pour la coopération intercoréenne (IKCF), créé en 1991 et géré par

la Banque d'import-export de la Corée du Sud (Korea EXIM Bank)²⁷.

Sur l'ensemble de ces actions gouvernementales évaluées à 1,6 milliard de dollars, les deux tiers sont d'ordre culturel, comprenant la réunion des familles séparées, et dans une moindre mesure humanitaire. Seul un tiers du fonds est utilisé pour le développement économique intercoréen et le

complexe de Kaesong, entre autres sous forme d'aides aux entreprises souhaitant s'installer en Corée du Nord, avec notamment des fonds d'urgence depuis 2013²⁸.

Intérêts partagés par les PME et les chaebols

Le ministre de l'Économie Yoon Sangjik, dans une interview donnée au quotidien *ChosunIlbo* en août dernier, déclarait que la préparation économique de la réunification

et le renforcement de la capacité économique de la Corée du Nord était une priorité pour le gouvernement Park. Dans cette optique, Choi Kang remarque que le comité de préparation de l'unification, officiellement mis en place le 15 juillet 2014 et présidé par Park Geun-hye, sera une tour de contrôle de la politique au long terme, contrairement au ministère de l'Unification, qui traite des questions quotidiennes et plus particulièrement de la gestion des réfugiés. Le comité a notamment

« Le premier fond « Shinyoung Marathon Unification Korea Stock Fund » de Shinyoung Asset Managements a été créé le 13 mars 2014. »

²⁷ Depuis 1987, l'Exim Bank est responsable de deux fonds gouvernementaux : l'Économic Development Cooperation Fund (EDCF) pour l'APD et l'Inter-Korean Cooperation Fund (IKCF), un programme de coopération économique qui vise la Corée du Nord.

²⁸ En comparaison, la Banque de Corée estime que le PIB nord-coréen s'élève à 22 milliards de dollars en 2012.

mis en place un groupe de travail sur l'économie.

Un équivalent du Comité pour l'unification dans le secteur économique privé a été mis en place par la Fédération des industries coréennes (FKI) et a tenu sa première réunion le 21 août 2014. Le Comité pour une économie coréenne unifiée, présidé par Son Kil-seung, président honoraire de la FKI, conseillera le gouvernement et élaborera des plans de développement de la Corée du Nord et des deux Corées. Ce comité reprend la structure de l'ancien Comité pour la coopération intercoréenne créée en 1997, qui avait cessé toute activité en 2004. Selon le journal sud-coréen *JoongAngIlbo*, l'implication des « héros du miracle de la rivière Han » tel que les présidents de Hyundai Asan, de POSCO, ou de Kolon Sports comme conseillers pour promouvoir le développement et l'industrialisation est au cœur du projet de création de ce comité.

De même, le directeur de la Fédération des petites et moyennes entreprises de Corée du Sud (Korea Federation of SMEs), Kim Ki-moon, a annoncé en août 2014 sa volonté de créer un comité pour l'économie de la réunification dédié aux PME afin, selon lui, de tenir tête aux grandes entreprises plus préparées et informées sur la question de la coopération. Une enquête de la Korea Federation of SMEs sur les présidents des 600 plus importantes PME coréennes concluait que, pour 72,8 % d'entre eux, la réunification était « importante », et parmi eux, chiffre marquant, 78 % pensaient s'établir en Corée du Nord si la réunification avait lieu.

En encourageant la participation du secteur privé à la réunification et un engagement à l'échelle individuelle, Park souhaite un rapprochement identitaire entre les deux Corées à l'image de l'unification allemande, seul moyen de crédibiliser et de rendre possible ses ambitions.



8. L'avenir du nucléaire civil sud-coréen : entre indépendance énergétique et crainte d'un incident

STEVEN EISEN ET ANTOINE BONDAZ

SOURCES :

- BP Statistical Review of World Energy, June 2014.
- "South Korea Energy Analysis Brief"; U.S. Energy Information Administration, 1 Apr. 2014.
- Korea Energy Master Plan Outlook and Policies to 2035, South Korea. Ministry of Trade, Industry and Energy, 2014.
- CHOI Seung-hyeon, « Référendum sur le réacteur nucléaire à Samcheok aboutit à une opposition écrasante », The Kyunghyang Shinmun, 10 octobre 2014.
- CHANG Choongkoo, L'état actuel de l'énergie nucléaire et des centrales en Corée, Electimes.com, 21 janvier 2015.
- BANG Sunghoon, « Conflit entre habitant de Samchuck et le gouvernement à propos de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire », Edaily News, 10 octobre 2014.
- KIM Hankyul, "Conférence de presse : Accélérer la fermeture du réacteur Wolsong No.1", Ecomedia, 9 février 2015.

Les importations d'énergie fossile assurant plus de 85% de son bouquet énergétique, la Corée du Sud, de même que le Japon, a massivement investi dans le nucléaire dont elle est le quatrième producteur mondial. Cependant, la catastrophe de Fukushima et un scandale révélant la falsification des certificats de sécurité des centrales coréennes ont fait évoluer l'opinion publique. Le gouvernement doit désormais arbitrer entre sa volonté d'accroître son indépendance énergétique et la nécessité de rassurer une opinion désormais opposé à l'extension du parc nucléaire.

Une faible indépendance énergétique

Huitième consommateur mondial d'énergie, la Corée du Sud dispose de peu de ressources énergétiques. Selon le World Energy Council (WEC) elle est au 103ème rang pour la sécurité énergétique en 2013 et elle ne produit ni gaz ni pétrole et sa production de charbon représente 0,02% de la production mondiale. Classée au huitième rang mondial derrière l'Allemagne, la Corée du Sud consomme environ 2300 milliers de barils de pétrole par jour, une consommation qui n'a que peu évolué depuis 2000 et représente 2,6% de la consommation mondiale (contre 1,9% pour la France). Elle consomme respectivement 1,6% du gaz et 2,1% de du charbon mondial.

Important la quasi-totalité de son pétrole, de son gaz et de son charbon, la Corée se classe parmi les 5 premiers importateurs d'énergie fossile dans le monde - 2ème pour le gaz naturel liquéfié derrière le Japon, 4ème pour le charbon et 5ème pour le pétrole –alors qu'elle n'est que la 13ème puissance économique. Par ailleurs, elle partage les contraintes des pays insulaires car aucun commerce n'est autorisé avec la Corée du Nord à l'exception des échanges avec le complexe industriel de Kaesong. En dépit de quelques signes avant-

coureurs²⁹ la Corée du Nord n'est pas encore à même d'assurer un rôle d'interface entre les richesses énergétiques russes et les besoins sud-coréens.

Empruntant des routes maritimes, les importations coréennes de produits énergétiques empruntent des passages sensibles comme les détroits d'Ormuz, de Malacca et de Taïwan. Ainsi le gaz naturel liquéfié est transporté depuis le Moyen Orient (Qatar, Oman et Yémen), l'Indonésie et la Malaisie. Ses importations représentent 17% des importations mondiales de gaz, et plus de 30% des importations de GNL. La Corée du Sud et le Japon sont tous deux des pays à forte insécurité énergétique.

Au niveau institutionnel, la forte hausse de la dette des deux grandes entreprises d'État, la Korea National Oil Corporation - de 3,5 à 17 milliards de dollars - et de la Korea Gas Corporation - de 8,3 à 30 milliards de dollars - entre 2007 et 2012 amène à s'interroger sur leur capacité de financement de leurs projets à long terme.

Un investissement stratégique dans le nucléaire

Soucieux de limiter sa dépendance énergétique, le gouvernement cherche depuis plusieurs décennies à accroître la production d'électricité d'origine nucléaire tout en renforçant l'autonomie des centrales nucléaires.

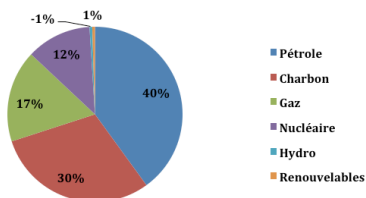
En 2013, la Corée du Sud était le quatrième producteur mondial d'énergie nucléaire (5,6%) derrière les États-Unis, la France, la Russie, devant la Chine (4,4%) et également le Japon dont la production s'est effondrée

²⁹ Voir dans ce numéro, BONDZ Antoine, « L'intérêt de la Corée du Sud pour le rapprochement Russie-Corée du Nord », *Korea Analysis*, No.5, février 2015.

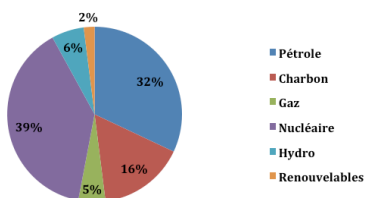
après la catastrophe de Fukushima (2011) qui a conduit à la fermeture de la plupart des centrales nucléaires³⁰. Publié en 2008, le “master plan énergétique” sud-coréen qui a donné la priorité à la croissance verte, veut maximiser la production d’origine nucléaire : les énergies renouvelables (hydraulique, solaire, éolien, géothermie, etc.) représente moins de 1% du mix énergétique au lieu de 12 % pour le nucléaire qui assure 30% de la production électrique.

Cependant, le désastre de Fukushima, et la révélation de la falsification de certificats de sécurité de réacteurs, ont modifié l’opinion publique à propos de l’énergie nucléaire. Le gouvernement a été ainsi contraint de réévaluer ses objectifs, renouveler son dialogue avec la société et modifier la composition du mix énergétique.

Mix énergétique en Corée du Sud en 2013



Mix énergétique en France en 2013



Source : BP

³⁰ La production japonaise étant ramenée de 66 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) en 2010 à 3 Mtep en 2013.

Les déficiences de la gouvernance du parc nucléaire

Plusieurs rapports du Ministère du commerce, de l’industrie et de l’énergie ont critiqué l’écosystème nucléaire coréen composé d’un petit nombre d’entreprises situées dans des situations de quasi-monopole, en concluant que la conséquence est une faible concurrence, peu d’ouverture, des déficiences dans la supervision, et une corruption.

Selon ces rapports, les entreprises ont cherché à diminuer les délais de construction des centrales au détriment de la transparence et de la sécurité. En dépit du fait que ces centrales nucléaires soient propriétés de l’État, il y a eu un déficit patent de surveillance par les autorités publiques. Manque de supervision et copinage sont à l’origine de plusieurs cas de corruption dont le plus notoire a été la falsification de 200 documents liés à la certification de la sécurité de pièces utilisées dans les centrales. Révélé en 2013, ce scandale qui a conduit à la mise en examen d’une centaine de personnes, a jeté le discrédit sur l’industrie nucléaire.

Depuis, le gouvernement a prévu d’adopter de nouvelles mesures pour lutter contre le copinage et la corruption au sein de l’industrie nucléaire. Ces règles comprennent l’interdiction faite aux employés de centrales nucléaires de travailler dans certaines entreprises de sous-traitance une fois à la retraite, le durcissement des sanctions contre les entreprises violant les règles, plus de transparence dans l’ouverture des réponses aux appels d’offres pour la construction de nouvelles centrales.

L’avenir du nucléaire en question

Alors que le gouvernement veut construire seize nouveaux réacteurs d’ici 2030, la construction de centrales nucléaires fait l’objet d’un débat. Selon Realmeter, un centre de recherche sur l’opinion publique, 67% des

sud-coréens s'opposent à la construction de nouvelles centrales nucléaires (37% souhaitent maintenir leur nombre au niveau actuel et 30% souhaitent réduire leur nombre).

Le cas de la ville de Samcheock sur la côte orientale illustre ces évolutions. En 2010, la municipalité avait été à l'origine d'un projet de construction d'une centrale nucléaire. Mais depuis la catastrophe de Fukushima, des habitants s'y opposent et les élections municipales ont donné la victoire à un maire opposé à ce projet porté par l'ancienne équipe. A l'occasion d'un référendum local organisé en octobre 2014, 85% des habitants se sont prononcés contre la construction de cette centrale. Estimant que ce référendum n'avait aucune valeur légale, le gouvernement a déclaré qu'il maintenait le projet.

Néanmoins de nombreuses associations espèrent arriver à leurs fins se référant aux résultats des enquêtes d'opinion menées au niveau national, et à un précédent survenu en 2004 dans la province du Jeolla du Nord. Confronté à l'opposition des habitants et à la mobilisation sans précédents d'ONG dont les affrontements avec les forces de l'ordre avaient fait des centaines de blessés, le gouvernement libéral de Roh Moo-hyun s'était résigné à suspendre un projet de construction d'une usine de stockage de déchets nucléaires dans la ville de Buan.

Le gouvernement de Park a également commencé à faire des concessions. Face à la pression de l'opinion, il a annoncé une réduction de la part du nucléaire dans le mix électrique, qui devrait passer de 41 % en 2030 à 29% en 2035. De plus, il prévoit de dialoguer davantage avec les associations de défense

de l'environnement, de demander l'avis des habitants des collectivités où se situeront ces centrales et d'établir des comités spéciaux pour s'assurer que l'implantation d'une central permettra un développement économique de son environnement.

La question des vieilles centrales

Un second débat porte sur l'avenir des centrales de Wolsong No.1, située non loin de Busan et de Kori No.1, dans la province du Gyeongsang du Nord qui ont été construites en 1978 et en 1983. Ceux qui souhaitent un prolongement de leur fonctionnement mettent en avant le manque de capacités de production d'électricité dans ces deux régions en cas de fermeture, la sécurité de ces réacteurs régulièrement contrôlés par l'Institut coréen sur l'énergie nucléaire, la transparence des installations

« En 2013, la Corée du Sud était le quatrième producteur mondial d'énergie nucléaire (5,6%) derrière les États-Unis, la France, la Russie, devant la Chine (4,4%). »

visitées non seulement par des ingénieurs de l'administration et par des spécialistes extérieurs, et enfin le coût massif du démantèlement de ces réacteurs. Ils avancent que l'on ne peut pas redouter un Fukushima coréen pour des raisons tant géologiques (pas de possibilité de tremblement de terre et d'un tsunami d'une même intensité) que sécuritaires (renforcement des digues). En outre, s'appuyant sur l'évolution japonaise après Fukushima, le professeur Chang Choongkoo de l'école KINGS (KEPCO International Nuclear Graduate School) financé par KEPCO - l'EDF coréen – estime que l'arrêt brutal de ces centrales aurait des conséquences dramatiques sur la facture énergétique et l'indépendance énergétique du pays.

Ceux qui souhaitent la fermeture de ces centrales, ont organisé des conférences de presse dans plusieurs villes du pays le 9 février 2014. Selon eux, le système de contrôle de la sécurité des centrales n'est toujours pas à la hauteur des enjeux : ainsi, alors qu'en Allemagne 2000 techniciens sont mobilisés pour la maintenance des 19 centrales nucléaires, la Corée en emploie 500 pour 23 centrales. Ils rappellent que Wolsong No.1, a été en panne à 52 reprises en 30 ans et qu'un réacteur canadien du même type a été fermé en 2012.

Cyber-attaques et sécurité nucléaire

Après Fukushima et les révélations sur la sûreté des centrales, le gouvernement a investi près d'un milliard de dollars pour accroître la sécurité. Ces fonds ont financé la construction de systèmes de suppression des gaz autonomes du réseau électrique (leur dépendance au réseau avait contribué à la catastrophe de Fukushima) et de digues pour éviter l'inondation des centrales installées le long des côtes. En outre, le gouvernement veut faire évoluer sa politique nucléaire, passer d'une priorité donnée à la productivité à d'avantage d'attention accordée à la sécurité. Cependant, selon Realmeter, plus de la moitié des coréens considèrent le nucléaire comme une énergie peu sûre : 11% estiment qu'elle est très dangereuse, 42% qu'elle est dangereuse. Cette méfiance se conjugue d'une montée de la suspicion : 58 % des Coréens doutent des déclarations de l'administration concernant la sécurité nucléaire.

En décembre 2014, l'entreprise publique Korea Hydro & Nuclear Power (KNHM, filiale de KEPCO) a reconnu que son réseau administratif, et non son réseau opérationnel gérant les 23 réacteurs, avait fait l'objet de cyberattaques. La presse a aussitôt relié cette attaque à celles menées contre Sony et attribuées à la Corée du Nord, et ce en dépit

du démenti de Pyongyang. L'administration Park a réagi en décidant en janvier 2015 d'une commission pour la sécurité, pour faire face à de futures cyber-attaques visant les centrales.

Ces cyberattaques à l'origine de nouvelles craintes dans la société, accroissent les difficultés du gouvernement qui veut réduire la dépendance énergétique de la Corée en augmentant la part du nucléaire dans le mix énergétique.



9. La Corée du Sud entre en guerre contre le tabagisme

ANTOINE BONDAZ

SOURCES :

- OCDE, *Factbook 2013 : Statistiques économiques, sociales et environnementales*, 2014.
- IM Sarah, « NHIS tente un procès aux fabricants de tabac », *Korea JoongAng Daily*, 15 avril 2014.
- LEE Rachel, JUN Ji-hye, BAEK Byungyeul, « L'augmentation du prix des cigarettes aura-t-elle un effet ? », *Korea Times*, 12 mars 2013.
- Éditorial, « Augmenter les taxes sur les cigarettes pour baisser le nombre de fumeurs », *Yonhap*, 7 mars 2013.
- SONG Su-hyun, Le Ho-jeong, « L'augmentation de la taxe accroîtra le prix du paquet de cigarettes de 80 % », *Korea JoongAng Daily*, 12 septembre 2014.
- « Après l'annonce du gouvernement, le nombre de personnes voulant arrêter de fumer a doublé », *Yonhap*, 6 octobre 2014.

Le gouvernement coréen a engagé une lutte sans précédent contre le tabagisme avec l'objectif de ramener de 40 à 29 % la

proportion de fumeurs parmi les hommes. Une des mesures-phares a été l'augmentation brutale du prix du paquet de cigarettes au 1^{er} janvier 2015. Le paquet a ainsi augmenté de 2 000 wons (1,50 euro), pour atteindre 4 500 wons (3,40 euros). La mesure a reçu un soutien bipartisan, fait rare en Corée du Sud. Mais se posent des questions concernant tant l'impact de cette décision que les liens entre l'industrie du tabac et le gouvernement.

Le tabagisme, point noir de la santé publique en Corée

Selon la Banque mondiale, les Coréens consacrent chaque année 1 700 dollars aux dépenses de santé, trois fois moins que les Japonais. Celles-ci représentent 7,5 % du PIB contre 10 % au Japon, 11 % en France et 18 % aux États-Unis. L'OMS classe également le système de santé coréen au 58^e rang mondial, devant le Sénégal, alors que la France est première. Malgré ces chiffres, la Corée affiche en moyenne de bonnes performances en matière de santé par rapport aux autres pays de l'OCDE.

L'espérance de vie s'y est allongée de cinq ans au lieu de deux à trois ans, et elle a atteint 81,3 ans en 2012, soit une année de plus que dans les pays de l'OCDE. Moins de 5 % de la population souffre d'obésité, le taux le plus faible en 2012 avec le Japon qui, s'il est en légère augmentation par rapport depuis 2001 (3,2 %), reste très inférieur à la moyenne (22,7 %) et très éloigné du record américain (35,3 %). Contrairement à une idée reçue, la consommation annuelle d'alcool, 9,1 litres, est assez proche de la moyenne de l'OCDE avec toutefois de très fortes disparités entre hommes et femmes.

Le tabagisme, ou consommation de tabac, est le point noir de la santé publique coréenne³¹. Si elle n'est que légèrement supérieure à ce que l'on constate dans l'OCDE (avec 22 % au lieu de 20,7 %), cette moyenne masque un écart considérable entre les genres. En effet, plus de 40 % des hommes et seulement 6 % des femmes fument quotidiennement³². Si, dans tous les pays, à l'exception notable des pays scandinaves où prévaut une relative égalité, le tabagisme concerne davantage les hommes que les femmes, l'écart constaté en Corée est sans équivalent. En outre, alors que partout ailleurs, le tabagisme féminin tend à diminuer, les enquêtes montrent qu'il stagne ou augmente légèrement en Corée.

Le tabagisme des hommes coréens est très supérieur à celui des Suédois ou des Américains (15 % environ) et se situe à la deuxième place dans l'OCDE après les Grecs, qui sont 44 % à fumer quotidiennement. Très peu d'articles de presse cherchent à élucider les causes de ce taux exceptionnel et, parmi les raisons évoquées, on note le service militaire obligatoire, car c'est au cours de cette période de deux ans que de nombreux jeunes commencent à fumer³³.

De nombreuses mesures contre le tabagisme

Alors que le prix d'un paquet de cigarettes était resté inchangé depuis 2004, le gouvernement sud-coréen a pris des mesures non tarifaires pour réduire la demande de tabac dans le

³¹ Un autre problème est celui de la pollution croissante aux particules fines. CHUNG Anna, « Quelle politique face à la pollution aux particules fines ? », *Korea Analysis* n°2, mars 2014.

³² 43,7 % en 2012 selon la Korea National Health and Nutrition Examination Survey, 38 % selon les chiffres de l'OCDE.

³³ Une situation comparable prévalait en France où, en outre, l'armée offrait chaque semaine des cigarettes « Troupe » aux jeunes du contingent.

contexte de la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, adoptée en 2003 et rassemblant 168 signataires. Depuis décembre 2012, il est interdit de fumer dans et autour des bureaux de l'administration, du Parlement, des hôpitaux, des transports en communs, des bibliothèques, etc. Les restaurants de plus de 150 m² sont également devenus non fumeurs et les plus petits ont bénéficié d'un délai pour mettre en place la mesure.

Outre ces mesures visant à élargir les espaces non fumeurs, l'administration veut obliger les industriels à participer au financement des traitements des maladies liées au tabac dont le coût annuel est évalué à 1,6 milliard de dollars. En avril 2014, le service d'assurance de santé national (National Health Insurance Service ou NHIS), équivalent de la Sécurité sociale française, a ainsi intenté un procès aux trois principaux industriels : KT&G – Korea Tobacco and Ginseng qui jouissait d'une situation de monopole jusqu'en 2002 et détient 62 % de parts de marché, l'américain Philip Morris (19 %) et l'anglais BAT (13 %)³⁴. En dépit de l'optimisme affiché dans la presse par l'avocat de NHIS, An Sun-young, il est peu probable que la NHIS remporte ce procès. En effet, le 10 avril 2014, la Cour suprême a estimé qu'elle ne disposait pas d'assez de preuves pour établir un lien direct entre le tabagisme et le cancer du poumon alors que, depuis 1999, 36 patients atteints d'un cancer avaient intenté un procès à KT&G.

Les partis s'accordent sur une forte hausse du prix du tabac

C'est dans ce contexte qu'a été votée à la fin 2014 et de façon bipartisane, un événement exceptionnel qui mérite d'être souligné, une forte hausse du prix du tabac. Au 1^{er} janvier

³⁴ Le japonais Japan Tobacco détient 6 % du marché mais n'est pas en procès avec le NHIS.

2015, le prix du paquet de cigarettes a augmenté de 2 000 wons (1,50 euro) pour atteindre 4 500 wons (3,4 euros). Le prix du paquet de cigarettes était le plus bas au sein des pays de l'OCDE avec une moyenne de 7,000 wons (5,30 euros), contre plus de 16 000 wons (12,10 euros) en Norvège. Présentée comme une « taxe sur le péché », cette hausse brutale est critiquée par de nombreuses associations qui la considèrent comme une manœuvre destinée à gonfler les recettes budgétaires sous prétexte d'améliorer la santé publique.

Le débat sur une possible augmentation du prix du tabac n'est pas nouveau en Corée du Sud. Un des fervents partisans de cette mesure est Kim Jae-won, vice-président du groupe parlementaire Saenuri, le parti au pouvoir. Dès mars 2013, ce dernier avait présenté une proposition de loi pour porter le prix du paquet de cigarettes à 4 500 wons. Défendue par un éditorial de *Yonhap*, cette proposition occupait une position médiane : Kim Eun-ji, secrétaire générale de l'Association coréenne du tabagisme et de la santé, une organisation non gouvernementale, estimait que le prix moyen du paquet devrait être compris entre 8 000 et 10 000 wons, alors que l'Association des bureaux de tabac proposait une hausse de seulement 500 wons. L'ancien ministre des Finances Hyun Oh-seok s'était prononcé contre toute augmentation car, d'une part, il redoutait ses conséquences sur l'indice des prix à la consommation (évalué à 0,68 % de l'index) et que, d'autre part, il jugeait que cette taxe était trop lourde pour les classes populaires. Ce désaccord au sein de l'équipe gouvernementale a empêché qu'une décision soit prise.

Au premier semestre 2014, lors de son audition de confirmation à l'Assemblée nationale, CHOI Kyung-hwan, Vice-Premier ministre et ministre des Finances, a annoncé que, contrairement à son prédécesseur, il était favorable à une hausse du prix des cigarettes pour améliorer la santé publique³⁵, une déclaration qui a bénéficié du ferme soutien du ministre de la Santé et du Bien-Être Moon Hyung-pyo et a ouvert la voie à un accord.

« Suite à un vote bipartisan à l'Assemblée, le prix du paquet de cigarettes a augmenté de 2 000 wons (1,50 euro) pour atteindre 4 500 wons (3,4 euros). »

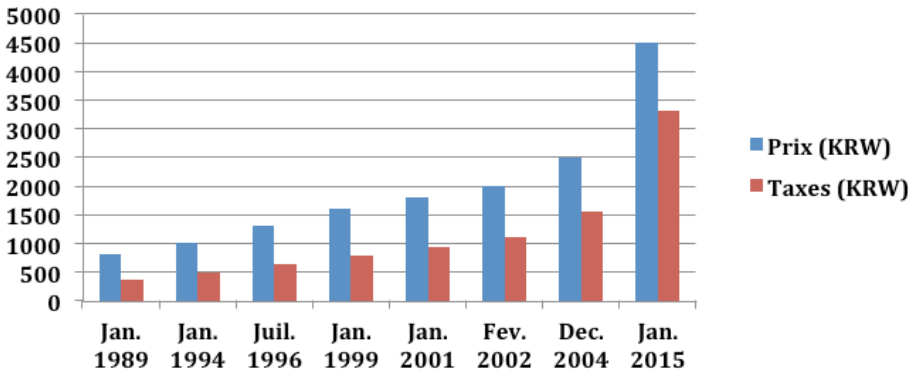
Lors de la 31^e réunion interministérielle sur l'économie, en septembre 2014, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures de lutte contre le tabagisme parmi lesquelles une augmentation du prix, l'extension des zones non-fumeurs³⁶, l'interdiction de la publicité pour le tabac dans les magasins de proximité ou encore l'accroissement de l'aide aux personnes soucieuses d'arrêter de

fumer, à partir du 1^{er} janvier 2015. Un accord bipartisan ayant été trouvé à l'Assemblée nationale, la loi a été adoptée en décembre 2014. Cet accord reflète l'opinion publique car selon un sondage de la Korea Health Promotion Foundation, deux Coréens sur trois étaient favorables à une hausse.

³⁵ Sur le principe des auditions de confirmation parlementaires : PARK Jai Chang, « Il est nécessaire de réformer le système des auditions parlementaires de confirmation en Corée », *Korea Analysis*, n° 4, novembre 2014.

³⁶ À partir du 1^{er} janvier 2015, interdiction totale de fumer dans tous les lieux publics mais également interdiction de cabines **de quoi ?** spéciales réservées aux fumeurs.

Augmentation du prix du tabac en Corée du Sud (1989-2015)



Source : KT&G

Le 11 septembre 2014, l'annonce d'une augmentation probable des prix au 1^{er} janvier 2015 a provoqué une envolée des ventes de près de 60 % dans les magasins de proximité 7/11 et CU, avant un retour à la normale début octobre. Selon le ministère du Commerce, les ventes de tabac auraient augmenté de 12 % en septembre et de 6 % en octobre.

Par ailleurs, on a constaté une forte hausse du nombre de patients souhaitant se faire traiter dans les cliniques spécialisées, de 1 000 / 1 500 en moyenne hebdomadaire à 3 000 dans les deux semaines qui ont suivi l'annonce du gouvernement. Cette hausse concerne avant tout les plus âgés : + 128 % parmi les 40-49 ans, + 145 % chez les 60-69 ans, et seulement de 45 % chez les moins de 19 ans et 49% chez les 19-29 ans. Cela pose dès lors la question de l'efficacité de la mesure chez les jeunes fumeurs, pourtant une cible prioritaire.

Une hausse des prix critiquée et protégeant les marges de l'industrie

Le prix du paquet de cigarettes a ainsi

L'augmentation est légitimée politiquement par le coût croissant des dépenses de santé pour soigner les cancers et autres maladies liées au tabagisme. Ainsi, il est vrai que si les quatre principales taxes sur le tabac (sur la consommation, pour l'éducation locale, pour la promotion de la santé et la TVA) augmentent, la taxe pour la promotion de la santé, finançant les programmes d'aide à l'arrêt et les soins aux personnes souffrant de maladies liées au tabac, augmente le plus, de 140 %, passant de 354 à 841 wons par paquet de cigarettes.

Cependant, il faut souligner qu'une nouvelle taxe de « consommation individuelle » a été créée (594 wons par paquet). Elle ne finance en rien le système de santé coréen mais permet à l'État de gonfler ses recettes budgétaires. Ce sont en effet les principales critiques émises, en dehors de revendications des associations de fumeurs comme « I love smoking » (아이러브스모킹). Pour Choi Bi-oh, un des directeurs de l'Association des fumeurs de Corée, la politique suivie par le gouvernement constitue une manœuvre pour récupérer les recettes fiscales qu'a fait perdre la baisse

de l'imposition sur les ménages les riches qui est évaluée à plus de 6 milliards d'euros. Cette nouvelle taxe est présentée comme « maléfique » car elle impose davantage les classes populaires. Selon Kim Sun-taek, président de l'Association des contribuables, le gouvernement aurait également dû augmenter parallèlement les taxes sur les plus riches pour minimiser toute possibilité de révolte des contribuables fumeurs, plutôt que de créer uniquement une « taxe du péché ».

Enfin, très peu d'articles de presse mentionnent que la marge de l'industrie va s'accroître du fait de la hausse du prix du tabac. En effet, le prix de vente du paquet de cigarettes, hors taxes, augmente de 24 %, passant de 950 à 1182 wons, signe que, malgré la politique volontariste du gouvernement, les intérêts des industriels du tabac sont préservés. Ainsi, toute baisse de la consommation aura un impact limitée sur les marges des industriels, posant ainsi la question du lobby du tabac en Corée du Sud.



10. Le cinéma historique sud-coréen entre nationalisme et démocratie

PASCAL DAYEZ-BURGEON

Il y a deux cinémas sud-coréens. Il y a celui qui est distribuée en Corée du Sud et qui, depuis quinze ans, draine chaque année des foules de plus en plus nombreuses. *Myeongnyang* (명량)³⁷, la fresque de Kim Han-min sortie en août 2014 et qui raconte comment, le 26 octobre 1597, l'amiral Yi Sun-sin est parvenu avec seulement 13 navires à repousser une flotte japonaise 25 fois supérieure en nombre, a attiré 17 millions de spectateurs, soit un habitant du pays sur trois. Et il y a le cinéma qui est projeté en Europe et surtout en France où il s'est à juste titre imposé comme un label de qualité.

Or ce qu'on soupçonne à Séoul mais qu'on ignore le plus souvent à Paris, c'est que ces deux cinémas ne sont pas les mêmes. Les chefs-d'œuvre qu'encensent nos critiques et que couronnent nos festivals n'ont aucune audience en Corée où ils sont à peine diffusés, quand ils le sont. *Hahaha* de Hong Sang-soo, couvert de louanges chez nous, n'est sorti sur les écrans coréens qu'après avoir reçu un prix

³⁷ Titre américain : *The Admiral: Roaring Currents* ; pas de titre français à ce jour.

au Festival de Cannes³⁸. Son producteur a même organisé une soirée spéciale lorsque le cap des 100 000 spectateurs a été franchi : alors qu'aujourd'hui, s'il ne dépasse pas la barre du million, un film coréen passe pour un échec. Quant aux plus grands succès populaires sud-coréens, même s'ils séduisent toute l'Asie, déjà conquise par les séries télévisées, ils ne sont programmés chez nous qu'à l'occasion de rétrospectives confidentielles, et pratiquement personne n'en parle.

Ce paradoxe tient essentiellement à la frilosité de nos distributeurs, qui sont persuadés que la diffusion de ces films connaîtrait un échec chez nous. Comme ils ne correspondent pas aux stéréotypes un peu « auteurs » associés aux films coréens qui font les beaux jours de nos cinémas d'art et d'essai, ils risqueraient de décevoir les fidèles habitués sans attirer un nouveau public. Sont également évoqués la trop grande différence culturelle qui égarerait les spectateurs non avertis ainsi que les problèmes de traduction propres à la Corée. Il est vrai qu'on aurait sans doute parfois envie d'« étrangler » les rédacteurs de sous-titres, qui ne transcrivent jamais directement à partir du coréen mais adaptent dans un français tâtonnant des versions américaines déjà très laborieuses.

Qui ne tente rien n'a rien, aurait-on envie d'objecter, mais la question n'est pas là. Car la prudence de nos producteurs semble surtout d'ordre idéologique. Ce que reprochent en fait les professionnels du cinéma et la plupart de nos critiques aux productions populaires sud-coréennes, c'est d'être nationalistes. Naïvement peut-être, légitimement sans doute mais « indiscutablement ». Au pays de la Nouvelle Vague, de Godard et de Truffaut, c'est réhibitoire. Et s'il est bien un genre qui exhibe ce nationalisme de mauvais aloi, c'est le cinéma historique. Exit donc les films sud-

coréens historiques.

C'est dommage pourtant, car, de plus en plus nombreux, comme les séries télévisées d'ailleurs, ces films constituent un véritable phénomène de société. Quelques chiffres méritent d'être rappelés : ils sont édifiants. *Myeongnyang* est, à ce jour, le film coréen le plus populaire de tous les temps. Ainsi que le plus rentable : au 30 novembre 2014, il aurait déjà rapporté 100 millions de dollars. Mais il n'est pas le seul film historique à triompher au *box office*.

Après lui vient *Kwanghae, l'homme qui devint roi* (광해, 왕이된남자), tourné en 2012³⁹ et qui a attiré 12,3 millions de spectateurs, passionnés par les intrigues de cour au temps du roi Kwanghae-gun (1608-1623), ce qui en fait le 5^e film le plus populaire de Corée. Choo Chang-min, son réalisateur, a fait pratiquement jeu égal avec *L'homme du roi* (왕의남자)⁴⁰, de Lee Joon-ik, dont l'action se passe à la fin du règne de Yeonsan-gun (1494 – 1506), le Caligula coréen (2005, 12,3 millions de spectateurs, 6^e film en termes de succès), ou *Quand flotte le drapeau* (태극기휘날리며),⁴¹ de Kang Je-gyu, qui traite du destin de deux frères tragiquement séparés par la guerre de Corée (2004, 11,7 millions, 7^e film le plus apprécié).

Citons également *Le Physionomiste* (관상) de Han Jae-rim⁴² (2013, 9,1 millions, 11^e film au *box office*), qui raconte la prise de pouvoir du roi Sejo et l'élimination de son neveu, l'enfant-roi Danjong (juin 1455) ; la comédie *Les Pirates par monts et par vaux* (해적: 바다로간산적) de Lee Seok-hoon (2014, 8,6 millions, 14^e film le plus apprécié) se passe au début du XIV^{ème} siècle ; et enfin, *Arc, l'arme ultime* (최종병기활)

³⁹ Titre américain : *Masquerade*.

⁴⁰ Titre américain : *The King and the Clown*.

⁴¹ Titre américain : *Brotherhood of War* ; titre français : *Frères de sang*.

⁴² Titre américain : *The Face Reader*.

³⁸ Prix Un certain regard en 2010.

⁴³de Kim Han-min, le metteur en scène de *Myeongnyang*, qui traite de la seconde invasion mandchoue de la Corée (1636). Il s'agit du 20^e succès au box office coréen (7,4 millions de spectateurs). Avec sept films historiques parmi les 20 premiers succès du cinéma coréen et 80 millions de spectateurs, le genre historique est manifestement le plus populaire du moment.

Mais, au lieu d'être intrigué par ce phénomène, nous faisons la fine bouche. Contrairement aux fresques chinoises ou japonaises, largement diffusées sur nos écrans, les films historiques coréens ne le sont pas, et c'est tout juste s'ils sont évoqués au détour d'un de ces reportages pittoresques que nos médias se plaisent à dresser de la société sud-coréenne. Leur qualité technique et leur force dramatique n'ont pourtant rien à envier aux superproductions américaines et on y retrouve les plus grands acteurs coréens du moment, Lee Byung-hun (dans *Kwanghae*), qui a percé à Hollywood, Song Kang-ho (*Le Physionomiste*), remarqué dans *Le Transperceneige* de Bong Joon-ho, ou encore Choi Min-sik (*Myeongnyang*), dont le fameux *Old Boy* de Park Chan-wook (2003) a rendu la truculence célèbre. Mais cela n'y change rien. Le péché de nationalisme n'est pas de ceux qu'on absout.

Un tour rapide de la critique suffit à s'en persuader. À sa sortie, *Quand flotte le drapeau* n'avait suscité que de la commisération. « Très porté sur l'emphase, le cabotinage et les grands messages nationalistes, Kang Je-Kyu (le metteur en scène) a tout d'un grand populiste, adepte de la simplification à outrance et des messages patriotiques enfoncés au bulldozer dans le crâne du spectateur⁴⁴. Dix ans plus tard, le ton demeure. *Myeongnyang*

serait « une histoire du nationalisme coréen »⁴⁵, une « froide évocation historicisante et plutôt pesante » qui, du coup, a su faire vibrer « la fibre nationaliste des Sud-Coréens surtout quand il s'agit de faire face à l'ancien colonisateur japonais »⁴⁶.

Cet entêtement à condenser le cinéma historique sud-coréen en un seul adjectif mérite donc qu'on s'y arrête. Et si, après tout, l'argument du nationalisme était fondé ? De fait, comme dans la plupart des films historiques tournés dans le monde qui cherchent à se ménager la sympathie du public en simplifiant les points de vue, les productions coréennes sont patriotiques. Elles le sont sans complexes ni états d'âme et parfois même jusqu'à la caricature.

Ainsi, grâce aux techniques numériques, a-t-on droit à des reconstitutions plus grandioses que nature, des palais plus somptueux (*Kwanghae*), des costumes plus chatoyants (*L'homme du roi*), des physiques plus avenants (*Quand flotte le drapeau*) qu'ils ne devaient l'être en réalité, si l'on en croit les témoignages qui nous sont parvenus. Comme si la Corée d'aujourd'hui tenait à ce que son insolente réussite se projette rétroactivement sur un passé qui, pour la majorité de sa population, était certainement moins glorieux.

Quant aux sujets choisis, la guerre, les troubles politiques mais aussi la résistance et la survie, ils flattent l'égo collectif d'un peuple que l'histoire n'a guère ménagé. Du prince à l'homme du peuple, les héros sont à chaque fois des combattants déterminés à lutter et à mourir pour l'indépendance de leur pays,

⁴⁵ Site Le cinéma est politique: <http://www.lecinemaestpolitique.fr/lamiral-%EB%AA%85%EB%9F%89-une-histoire-du-nationalisme-sud-coreen/>.

⁴⁶ Site de KBS en français: http://world.kbs.co.kr/french/program/program_movie_detail.htm?No=2778.

⁴³ Titre américain : *War of the Arrows*.

⁴⁴ Site Born to Watch : <http://bornntowatch.fr/pas-vu-au-cine-far-away/>.

qu'il s'agisse de repousser les Japonais (*Myeongnyang*), de se révolter contre les Mandchous (*Arc, l'arme ultime*) ou encore de résister aux deux blocs (Est et Ouest) qui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ont fait de la péninsule coréenne leur premier terrain d'affrontement (*Quand flotte le drapeau*).

Le plus typique à cet égard est évidemment *Myeongnyang*, qui remet une fois de plus l'amiral Yi en scène. Car l'amiral Yi est, avec la fidèle Chun-hyang, le roi déséquilibré Yeonsan-gun et l'infortuné prince SadoSeja⁴⁷, un des personnages historiques les plus régulièrement portés à l'écran. Une bonne dizaine de productions lui ont déjà été consacrées, au cinéma comme à la télévision. Érigé en héros emblématique sous le régime Park Chung-hee (1961-1979), il a servi de caution au militarisme et au culte du chef, comme l'a à juste titre souligné Kim Kyung-hyun, spécialiste du cinéma coréen⁴⁸. Mais la Corée démocratique ne lui a pas tourné le dos pour autant. Il a continué sa carrière sur les écrans mais aussi dans les romans populaires⁴⁹, en bandes dessinées et même en jeux vidéo en 1999, 2001, 2003, 2004, 2005 et 2013, un an avant *Myeongnyang*. Il fait même une apparition dans une scène mi-ironique mi-onirique du *Hahaha* évoqué plus haut.

⁴⁷ Son père, le cruel roi Yongjo, la fait enfermer dans un coffre à riz jusqu'à ce que mort s'ensuive (mai 1762) ; Lee Joon-ik, le réalisateur de *L'Homme du roi*, tourne actuellement une nouvelle version de ce drame, interprétée par Kang Song-ho.

⁴⁸ Kim Kyung-hyun, *The Remasculinization of Korean Cinema*, Duke University Press, États-Unis, 2004.

⁴⁹ *Le Chant du sabre* (칼의 노래) de Kim Hoon a été un best-seller en 2001.

Mais faut-il pour autant parler de nationalisme ? Rappelons-nous la formule du général De Gaulle. « Le patriotisme, c'est aimer son pays. Le nationalisme, c'est détester celui des autres ». Le régime nord-coréen, qui exècre les Japonais, hait les Américains, méprise les Chinois et développe une propagande ouvertement raciste, comme l'a souligné Brian Reynolds-Myers⁵⁰, est sans nul doute nationaliste. Au Sud, en revanche, les choses ont changé depuis que les militaires ont regagné leurs casernes. On y est content de soi, volontiers cocardier, parfois vaniteux. Mais on y est aussi ouvert, curieux et fier d'être devenu un des pôles de la mondialisation. Galvanisés par les prouesses des Diables rouges durant la Coupe du monde de football de 2002, les supporters coréens ne hurlaient pas « Nous sommes les meilleurs » mais « Nous sommes aussi bons que les autres ». Patriotisme, certainement, mais nationalisme, plus vraiment.

« Contrairement aux fresques chinoises ou japonaises, largement diffusées sur nos écrans, les films historiques coréens ne le sont pas. »

Même le Japon, malgré le passif de la colonisation, sert désormais à la Corée de partenaire commercial et de modèle scientifique et culturel. Certes, les nerfs sont toujours à vif. Les prétentions japonaises sur l'île de Dokdo ou le mépris affiché par certains provocateurs patentés envers les femmes de réconfort exaspèrent l'opinion coréenne. Mais ces crispations, qu'il faut rapprocher du climat de tensions qui trouble les puissants voisins de la Péninsule, la Chine, le Japon et même la Russie, ne permettent pas de s'en tenir au

⁵⁰ Brian Reynolds-Myers, *How North Koreans See Themselves and Why it Matters*, New York, Melville House publishing, 2010, traduit en français par Pascale-Marie Deschamps sous le titre *La Race des purs*, Paris, Saint-Simon, 2011.

simple paradigme nationaliste.

À vrai dire, on serait même tenté de dresser le diagnostic inverse. Car, par bien des aspects, les films historiques coréens attestent plutôt de l'enracinement de la démocratie. Au temps de la dictature, l'histoire n'avait qu'un rôle : légitimer le régime en en imposant la vulgate autoritaire. Ses héros servaient à chanter implicitement les louanges du dirigeant, de l'armée et de l'ordre établi. Il en est encore ainsi en Corée du Nord. Pas un scénario, pas une scène, pas un plan qui ne rende compte, hors champ, de la présence obsédante des *Big Brothers* de la dynastie Kim⁵¹.

Au Sud, en revanche, l'histoire alimente désormais le débat démocratique. Il n'est pas anodin que le succès des grandes fresques historiques cinématographiques soit contemporain des commissions d'enquête lancées en 2004 par le Président Roh Moo-hyun (2002-2007) pour en finir une fois pour toutes avec les questions lancinantes de la collaboration pro-japonaise ou des exactions commises par les ligues d'extrême droite au temps de la dictature Lee Seung-man (1948-1961).

C'est ce qui explique que, dans leurs films historiques, les Coréens ne s'intéressent vraiment qu'à eux-mêmes. À chaque fois, quitte à tordre le bras à la vérité historique, ils agissent seuls, comme s'il leur fallait avant tout régler leurs problèmes personnels. Dans *Myeongnyang*, il n'est pas fait une fois allusion aux troupes chinoises que la dynastie Ming a dépêchées dans la Péninsule pour en chasser les Japonais. Les frères de *Quand flotte le drapeau* se battent tout au long de la guerre de Corée sans rencontrer le moindre soldat occidental. Et, symptomatiquement,

tous les rôles étrangers sont tenus par des Coréens, qu'il s'agisse des Chinois (*Pirates*), des Mongols (*Arc, l'arme ultime*) et même les Japonais (*Myeongnyang*). Il y a bien eu quelques tentatives de recourir à des acteurs japonais⁵² ou chinois, comme la ravissante Zhang Ziyi⁵³, mais celles-ci ont rapidement tourné court.

De fait, les films historiques sont avant tout des critiques au vitriol de l'élite coréenne, égoïste (*Le Physionomiste*), corrompue (*Kwanghae*) et surtout incompétente (*Myeongnyang*). Yangban déclassé (*Arc, l'arme ultime*), homme du peuple (*Kwanghae*) voire comédien et esclave (*L'homme du roi*), les héros sont avant tout, des hommes seuls, mobilisés contre l'ennemi extérieur sans doute mais surtout en guerre contre un système oppressif et injuste. Ha-sun, le vaurien qui sert de sosie au roi Kwanghae durant sa maladie, ne peut s'empêcher de dire leur fait aux ministres : « Mais pourquoi donc ne songez-vous qu'à vous-mêmes et pas aux intérêts du peuple ? ». Même la popularité de l'amiral Yi s'inscrit dans ce registre. Fils d'un fonctionnaire subalterne, il a été sa vie durant en butte aux intrigues des courtisans, jaloux de son génie. C'est un héros, certes, mais un héros antisystème.

La tonalité des films historiques est donc plus bien subtile qu'on le laisse entendre lorsqu'on se contente d'agiter le chiffon rouge du nationalisme. *Myeongnyang*, un pesant brûlot antijaponais en réponse à l'affaire Dokdo ? Voire. Et si le succès du film tenait plutôt au naufrage du *Sewol*, qui a fait plus de 350 victimes en avril 2014 ? En réaction à l'incurie du gouvernement de Park Geun-Hye, incapable de gérer cette tragédie, on se console auprès de l'amiral Yi qui tenait par-dessus tout à épargner la vie de ses hommes

⁵¹ On se reportera aux analyses d'Antoine Coppola, « Le cinéma nord-coréen : arme de destruction massive ? », *Les Cahiers d'histoire, Revue d'histoire critique*, n° 102, 2007.

⁵² 2009 : *mémoires oubliées* (2009 로스트메모리즈) de Lee Si-myung (2002), avec Tōru Nakamura.

⁵³ *Musa, la princesse du désert* (무사) tourné par Kim Sung-su en 2001.

et qui aurait su, lui, ce qu'il fallait faire en pareille circonstance. Même question pour *Quand flotte le drapeau* : propagande anticomuniste primaire ou pamphlet anti-belliste, renvoyant les deux camps dos à dos ? Ou pour *Le Physionomiste* et *Kwanghae* : marivaudages en costumes ou illustrations désabusées des rapports entre morale, ambition et politique ?

Le traitement choisi corrobore la seconde interprétation. Au-delà des grosses ficelles et des pyrotechnies propres aux *blockbusters*, les héros ne sont jamais d'une seule pièce. Ils souffrent, ils doutent et, surtout, n'ont jamais gain de cause. Les comédiens de *L'homme du roi* et Ha-sun dans *Kwanghae* savent qu'ils ont joué perdant et que, à la fin de l'histoire, ils seront mis à mort. Le *Physionomiste* ou l'archer de *L'arme ultime* finissent dans l'exil et la solitude. Lee Jin-tae, le frère aîné de *Quand flotte le drapeau*, se sacrifie pour son cadet. En somme, la Corée n'est pas Hollywood : tout est mal qui finit mal.

Qui plus est, shakespeariens ou inconscients, leurs réalisateurs n'hésitent pas à truffer leurs drames de scènes drolatiques. Passons pudiquement sur les *Pirates*, une comédie assez appuyée, dans la veine des *Visiteurs* ou de la série *Kaamelott* d'Alexandre Astier. Mais même dans les drames, les héros se comportent en bouffons, *Le Physionomiste* comme le sosie du roi Kwanghae qui, dans une scène étonnante, exige, sans succès, que ses suivantes cessent de l'accompagner partout, même lorsqu'il satisfait ses besoins naturels. Dix ans avant, Min Joon-gi avait même osé ridiculiser Yi Sun-sin dans une pochade de science-fiction⁵⁴ où des soldats contemporains, transportés au XVI^{ème} siècle par la comète de Halley (*sic*), se rendaient compte que l'amiral était en fait un misanthrope lâche, bougon et âpre au gain. Un cinéma où rien

⁵⁴ *L'Armée céleste* (천군) ; titre américain : *Heaven's Soldiers*.

n'était sacré, pas même les grands moments de la geste coréenne, peut-il être sérieusement taxé de nationalisme ?

Les grandes fresques historiques coréennes, n'ont sans doute pas encore trouvé leur Kurosawa⁵⁵ ou leur Zhang Yimou⁵⁶. Elles méritent pourtant bien mieux que le silence gêné que nous leur réservons sous prétexte d'indignité idéologique. Si les Coréens les plébiscitent, ce n'est ni pas panurgisme naïf ni par chauvinisme borné mais par goût de l'histoire. Or un peuple qui s'interroge sur son histoire, sur ses leçons et sur ses contradictions et qui ose la critiquer et même s'en moquer est un peuple qui a décidé de prendre son destin en main. La Corée, dit-on chez les exégètes de la K-pop, chercherait à s'imposer auprès des jeunes comme étant « la petite démocratie cool de l'Asie »⁵⁷. La formule est dans l'air du temps mais est assez juste. Les Coréens du Sud aiment cette démocratie qu'ils ont conquise de haute lutte. C'est ce dont témoigne leur cinéma historique et c'est ce qui rend celui-ci, avant tout, sympathique.

⁵⁵ Auteur, entre bien d'autres, de classiques comme *Les Sept Samourai* (1954) ou *Kagemusha* (1980).

⁵⁶ *Épouses et concubines* (1991), *Héros* (2002).

⁵⁷ Claire Solery, La K-pop, tête de pont du soft power sud-coréen, 12 mars 2012, magazine *Slate*, version française, <http://www.slate.fr/story/50605/soft-power-asie-coree-k-pop>.

Léonie Allard

suit un double master études européennes et asiatiques à Sciences Po Paris et à l'université Fudan à Shanghai. Diplômée de l'INALCO en études coréennes, elle a rejoint le programme Corée d'Asia Centre en juin 2014. (l.allard@centreasia.eu).

Antoine Bondaz

est le coordinateur de la revue *Korea Analysis*. Doctorant à Sciences Po Paris, il a été *Invited Visiting Fellow* du centre IIRI de Korea University et *Senior Research Intern* de l'East Asia Institute. Il travaille principalement sur les relations entre la Chine et les deux Corées. (a.bondaz@centreasia.eu).

Jean Raphaël Chaponnière

a été économiste à l'AFD, conseiller économique auprès de l'ambassade de France en Corée et en Turquie, ingénieur de recherche au CNRS, chercheur à l'ISEAS, à l'INSEAD et à Asia Centre. Dernière publication avec M Lautier (2014): *Les économies émergentes d'Asie, entre État et marché* Armand Colin 270p (chaponniere@wanadoo.fr).

Pascal Dayez-Burgeon

est chargé de mission au CNRS. Il publié récemment *La Dynastie rouge*, éditions Perrin, 2014 et *Les coréens, essai sur l'émergence coréenne*, Taillandier, 2011.

Steven Eisen

réalise un master à la John's Hopkins University School of Advanced International Studies et se spécialise sur les questions énergétiques et sur les questions coréennes. Ayant étudié à l'université Yonsei de Séoul, il a également travaillé à la Korea Trade and Investment Promotion Agency.

Jeong Hyoung-Wook

est Professeur au Département d'études sur les ONG à l'Université d'Ajou. Il a travaillé comme chercheur au sein du Comité sur le développement de la société civile auprès du Premier ministre sud-coréen.

Pierre Joo

diplômé de l'ESCP, est le directeur du bureau coréen d'Attali & Associés, où il accompagne les entreprises ayant des intérêts en France et en Corée dans leurs développements commerciaux et leurs stratégies d'investissement.

Lee Hye-Kyung

est Professeur au Département des Affaires Publiques de l'Université de Pai Chai à Daejeon



LES AUTEURS

Korea Analysis est une revue d'actualité, s'inspirant du même modèle que les deux revues phares d'Asia Centre, *China Analysis* et *Japan Analysis*. Certains articles sont basés sur des sources locales (journaux, sites internet, revues,...), d'autres sont des articles ou des interviews d'universitaires et leaders d'opinion coréens. Les sujets des articles sont directement tirés de l'actualité coréenne, parmi les thèmes faisant débat dans la presse. La revue relaie et synthétise les points de vue locaux sur les événements actuels du pays et de la péninsule. Plus précisément, *Korea Analysis* couvre les sujets liés aux enjeux géopolitiques et sécuritaires dans la péninsule coréenne, la situation en Corée du nord et les relations intercoréennes, mais également à la politique, l'économie et la société coréennes.

Directeur de la publication : Jean-Raphaël Chaponnière

RÉDACTION

Rédacteur en chef : Junghwan Yoo

Coordinateur : Antoine Bondaz

Auteurs : Léonie Allard, Antoine Bondaz, Jean-Raphaël Chaponnière, Pascal Dayez-Burgeon, Steven Eisen, Jeong Hyoung-Wook, Pierre Joo, Lee Hye-Kyung

Conseiller externe : Rolland Thomas

PRODUCTION

Diffusion, Secrétaire de rédaction (mise en page) : Rozenn Jouannigot

Secrétaires de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

COMMANDES ET ABONNEMENTS

Version brochée :

abonnement 4 numéros par an : 80 € / 130 000₩

commande par numéro : 25 € / 40 000₩

Version électronique sur notre site :

<http://www.centreasia.eu/publications/korea-analysis>

© Asia Centre
71 boulevard Raspail
75006 Paris - France
www.centreasia.eu
koreaanalysis@centreasia.eu

The publication of this journal was supported by the Academy of Korean Studies (Korean Studies Promotions Service) AKS-2013-INC-2230006